

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/204573]

25 AVRIL 2024. — Décret modifiant le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes*

Article 1^{er}. Dans les articles 2, 14, 36, 39, 44, 50, 51, 52, 68, 72, 73, 102 et 103 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022, les mots « Cour des Comptes » sont chaque fois remplacés par les mots « Cour des comptes ».

Art. 2. A l'article 2 du même décret, modifié par le décret du 17 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées : a) le 12^o est remplacé par ce qui suit :

« 12^o engagement juridique : l'acte par lequel l'ordonnateur crée ou constate une obligation vis-à-vis d'un tiers; »;

b) il est inséré le 13^o/1 rédigé comme suit :

« 13^o/1 obligations récurrentes : les dépenses nécessaires au fonctionnement des services dont les montants sont exigibles pendant l'année budgétaire, mais qui résultent, soit d'obligations dont les effets s'étendent sur plusieurs années et dont l'imputation sur l'année de leur naissance représenterait une charge sans lien économique avec celle-ci, soit d'obligations dont le montant exigible au cours de chaque exercice n'est pas connu au moment de leur naissance; » ;

a) au 19^o, les mots « Conseil économique et social de Wallonie » sont remplacés par les mots « Conseil économique, social et environnemental de Wallonie » ;

b) les 21^o et 22^o sont abrogés ;

c) l'article est complété par le 34^o rédigé comme suit :

« 34^o Commission wallonne pour l'Énergie : la Commission instituée par l'article 43 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité. » ;

d) l'article est complété par le 35^o rédigé comme suit :

« 35^o Dotation : un crédit qui figure au budget général des dépenses, mais dont l'affectation est déterminée par l'institution à laquelle il est alloué. Son bénéficiaire ne doit pas justifier que l'utilisation qu'il en fait correspond à une finalité déterminée. ».

Art. 3. § 1^{er}. Dans l'article 3, § 1^{er}, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022, le 1^o est remplacé par ce qui suit : « 1^o les services d'administration générale, qui regroupent les services publics de Wallonie, les cabinets ministériels et les services y assimilés pour leur fonctionnement ; ».

§ 2. L'article 3 du même décret est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Les services d'administration générale, l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, les services administratifs à comptabilité autonome, les entreprises régionales ainsi que les organismes classifiés dans le périmètre de consolidation tel que défini à l'article 2, 25^o, forment ensemble l'Entité régionale. ».

Art. 4. Dans les articles 4, 5, 30, 41, 42, 43, 44, 46, 50, 51, 64 et 105 du même décret, les mots « de l'entité » sont chaque fois remplacés par les mots « des services d'administration générale ». Dans les articles 19, 30, 39, 57, 63 et 94 du même décret, les mots « l'entité » sont chaque fois remplacés par les mots « les services d'administration générale ».

Dans l'article 34 du même décret, les mots « L'entité » sont remplacés par les mots « Les services d'administration générale ».

Dans les articles 66 et 112 du même décret, les mots « à l'entité » sont chaque fois remplacés par les mots « aux services d'administration générale ».

Art. 5. Dans les articles 6, 8, 13, 17 et 29 du même décret, les mots « article de base » sont chaque fois remplacés par les mots « adresse budgétaire ». Dans les articles 8, 9, 13, 21, 26, 28 et 68 du même décret, les mots « articles de base » sont chaque fois remplacés par les mots « adresses budgétaires ».

Art. 6. A l'article 6 du même décret, les modifications suivantes sont apportées : a) au 4^o, le b) est remplacé par ce qui suit :

« b) les estimations de recettes des subdivisions sont réparties par adresse budgétaire. » ;

b) l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Concernant l'alinéa 1^{er}, 4^o, b), chaque adresse budgétaire est composée d'un centre financier correspondant à la division organique, d'un compte budgétaire et d'un domaine fonctionnel. Les positions 2 à 5 du compte budgétaire sont codifiés selon la classification économique. Chaque adresse budgétaire identifie, par un libellé, la nature ou l'objet de la recette. Lorsqu'il s'agit d'un remboursement de dépenses, le code de l'adresse budgétaire doit être identique à celui de l'opération préalable de dépenses. ».

Art. 7. Dans l'article 7, 1^o, du même décret, les modifications suivantes sont apportées : 1^o le a) est remplacé par ce qui suit :

« a) les crédits d'engagement à concurrence desquels des sommes peuvent être engagées du chef d'obligations nées ou contractées au cours de l'année budgétaire et, pour les obligations récurrentes, les sommes qui seront exigibles au cours de l'année budgétaire ; » ;

2^o au b), les mots « à savoir les crédits » sont abrogés.

Art. 8. Dans l'article 8, § 1^{er}, 2^o, du même décret, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « Les crédits des programmes et les dépenses prévisionnelles à la charge des fonds budgétaires sont répartis en adresses budgétaires. Chaque adresse budgétaire est composée d'un centre financier, correspondant à la division organique, d'un compte budgétaire et d'un domaine fonctionnel. Les positions 2 à 5 du compte budgétaire sont codifiées selon la classification économique. Le domaine fonctionnel est composé du numéro de programme composé des trois premières positions du domaine fonctionnel, suivi d'un numéro d'identification au sein du programme. Chaque adresse budgétaire identifie, par un libellé, la nature, l'objet ou le mode opératoire de la dépense. ».

Art. 9. Dans l'article 9, § 1^{er}, 1^o, alinéa 1^{er}, du même décret, il est inséré un littera c/1) rédigé comme suit :

« c/1) un rapport sur les revues des dépenses effectuées pendant l'année en cours, les actions qui y sont liées et un calendrier pour les revues de dépenses à effectuer. Par revue de dépenses, on entend un réexamen des dépenses du point de vue de l'efficacité, l'efficience et la cohérence avec la politique gouvernementale, afin d'identifier les possibilités de politiques plus efficaces et les marges de manoeuvre qui peuvent être utilisées pour de nouvelles dépenses de fonctionnement et d'intervention ou pour le contrôle global des dépenses ; ».

Art. 10. Dans l'article 16 du même décret, modifié par le décret du 17 décembre 2015, les 2^o et 3^o sont remplacés par ce qui suit :

« 2^o en dépenses,

a) à la charge des crédits d'engagement, les sommes qui peuvent être engagées du chef d'obligations nées ou contractées au cours de l'année budgétaire et, pour les obligations récurrentes, les sommes exigibles pendant l'année budgétaire ;

b) à la charge des crédits de liquidation, les sommes qui sont liquidées au cours de l'année budgétaire du chef de droits constatés découlant des obligations préalablement engagées ; ».

Art. 11. Dans le Livre II, Titre II, chapitre 1^{er}, du même décret, il est inséré un article 18/1 rédigé comme suit : « Art. 18/1. Des fonds d'attribution sont ouverts dans la comptabilité des services d'administration générale pour les parts du produit d'impôts, perceptions et versements attribués à d'autres autorités publiques. Ils mentionnent l'estimation des recettes qui ne sont pas comptabilisées au budget des recettes et que le Gouvernement peut mettre directement à la disposition des autorités concernées, conformément aux lois, décrets et arrêtés qui en règlent l'attribution.

Les opérations effectuées sur les fonds d'attribution pendant l'année budgétaire sont évaluées conformément au tableau y afférent annexé au décret budgétaire annuel. ».

Art. 12. A l'article 21, § 3, du même décret, les mots « de la trésorerie » sont insérés entre les mots « le gestionnaire du contentieux » et les mots « , désigné par arrêté ».

Art. 13. A l'article 22 du même décret, les modifications suivantes sont apportées : 1^o dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « Les contrats et les marchés publics de travaux, de fournitures et de services tels que définis par la législation en vigueur, ainsi que les arrêtés d'octroi de subvention et, s'il échet, de prix ne peuvent pas être notifiés aux tiers avant que ces contrats, marchés publics et arrêtés aient fait l'objet d'un engagement budgétaire. » ;

2^o dans le paragraphe 3, les mots « être imputées à la charge des crédits d'engagements » sont remplacés par les mots « faire l'objet d'un engagement budgétaire ».

Art. 14. Dans l'article 23, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées : 1^o les mots « alinéa 2 » sont abrogés ;

2^o les mots « engagement régulateur » sont remplacés par les mots « engagement dérogatoire ».

Art. 15. A l'article 24, du même décret, les modifications suivantes sont apportées : 1^o dans le paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1) le mot « juridiques » est remplacé par le mot « budgétaires » ;

2) l'alinéa est complété par les mots « par l'ordonnateur compétent » ;

b) dans l'alinéa 2, le mot « budgétaires » est inséré entre le mot « engagements » et les mots « doivent être annulés » ;

2^o dans le paragraphe 2, le mot « Périodiquement » est remplacé par les mots « Au moins une fois par an ».

Art. 16. Dans l'article 25 du même décret, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « Les obligations nécessaires pour assurer le fonctionnement continu des services peuvent être contractées à partir du 1^{er} novembre, à charge des crédits de l'année budgétaire suivante, dans la limite du tiers des crédits d'engagement votés pour les dépenses correspondantes de l'année en cours. Les actes d'engagement stipulent que les fournitures ne peuvent être livrées, ni les services prestés, avant l'ouverture de l'année budgétaire. ».

Art. 17. Dans l'article 26, § 1^{er}, phrase liminaire, du même décret, le mot « primaires » est inséré entre le mot « ordonnateurs » et les mots « peuvent solliciter ».

Art. 18. A l'article 27 du même décret, les modifications suivantes sont apportées : 1^o l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « Les ordonnateurs peuvent solliciter une modification de la répartition des dépenses prévisionnelles d'un fonds budgétaire exclusivement entre les adresses budgétaires du programme opérationnel dédié au fonds et en suivant la procédure et les modalités arrêtées par le Gouvernement. » ;

2^o un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Tant pour les crédits d'engagement que pour les crédits de liquidation, les augmentations de crédits doivent être compensées par des diminutions équivalentes de crédits lors de toute nouvelle répartition au sein du fonds concerné. ».

Art. 19. Dans l'article 28, § 2, du même décret, les 2° et 3° sont abrogés.

Art. 20. L'article 29 du même décret est complété par un paragraphe 6 rédigé comme suit : « § 6. Les missions que le Gouvernement délègue à des unités d'administration publique sont enregistrées dans le compte d'exécution du budget des services d'administration générale, sur des adresses budgétaires distinctes de celles relevant des services d'administration générale. ».

Art. 21. A l'article 30 du même décret, les modifications suivantes sont apportées : 1° à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées : a) le mot « tient » est remplacé par le mot « tiennent » ;

b) le mot « usuelles » est abrogé ;

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les missions que le Gouvernement délègue à des unités d'administration publique sont enregistrées dans la comptabilité générale des services d'administration générale conformément à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 22. Dans l'article 32, § 2, du même décret, les mots « en sa faveur ou à sa charge » sont abrogés.

Art. 23. Dans l'article 34, alinéa 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées : 1° le mot « procède » est remplacé par le mot « procèdent » ;

2° les mots « ses avoirs, de ses droits, de ses dettes, de ses obligations, et de ses engagements, y compris ses droits » sont remplacés par les mots « leurs avoirs, droits, dettes, obligations et engagements, y compris leurs droits ».

Art. 24. Dans le même décret, l'article 36 est abrogé.

Art. 25. Dans l'article 38 du même décret, le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 26. A l'article 39 du même décret, les modifications suivantes sont apportées : 1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « désignés au sein des service d'administration générale et des services administratifs à comptabilité autonome » sont insérés entre les mots « les trésoriers » et les mots « sont justiciables » ; 2° à l'alinéa 3, les mots « ou, dans les autres cas, dans celui fixé par l'entité dont il dépend » sont abrogés ;

3° à l'alinéa 3, les mots « l'entité l'établit d'office » sont remplacés par les mots « les services d'administration générale ou le service administratif à comptabilité autonome l'établissent d'office ».

Art. 27. Dans le Livre II du même décret, l'intitulé du Titre IV, modifié par le décret du 17 décembre 2015, est remplacé par ce qui suit : " Dispositions relatives au compte général et aux reportages obligatoires des services d'administration générale et de l'entité régionale ».

Art. 28. A l'article 41, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « 31 mars » sont remplacés par les mots « 15 juin ».

Art. 29. A l'article 44 du même décret, les modifications suivantes sont apportées : a) les alinéas 1^{er} et 2 du paragraphe 1^{er} sont remplacés par ce qui suit :

« Le Gouvernement transmet à la Cour des comptes le compte général des services d'administration générale établi conformément aux articles 41 à 43 au plus tard le 30 juin, et les comptes généraux annuels des organismes de type 1 et des entreprises régionales établis conformément à l'article 97 au plus tard le 15 avril.

La Cour des comptes fait parvenir ces comptes généraux, accompagnés de ses observations et des certifications qu'elle délivre conformément aux articles 52 et 102, § 1^{er}, au Parlement au plus tard à la fin du mois de juin suivant pour les comptes généraux annuels des organismes de type 1 et des entreprises régionales, et pour le 31 octobre pour le compte général des services d'administration générale. » ;

b) au paragraphe 2, les mots « 31 août » sont remplacés par les mots « 30 novembre » ;

c) au paragraphe 2, les mots « 31 octobre » sont remplacés par les mots « 31 décembre ».

Art. 30. Dans le même décret, il est inséré un article 44/1 rédigé comme suit : " Art. 44/1. Conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi de dispositions générales, le compte général de l'entité régionale comprend :

1° le compte annuel, composé :

a) du bilan ;

b) des comptes de résultats établis sur la base des charges et produits ;

c) du compte de récapitulation des opérations budgétaires de l'année classées par destination en suivant la classification économique et dans le respect des normes nationales et européennes de la comptabilité nationale ;

d) de son annexe ;

2° le compte d'exécution du budget, dans la même forme que celle du budget.

Le Gouvernement arrête les modalités de consolidation. ».

Art. 31. Dans le même décret, il est inséré un article 44/2 rédigé comme suit : « Art. 44/2. Le compte général de l'entité régionale est établi par le Gouvernement et envoyé pour certification à la Cour des comptes avant le 30 septembre de l'année qui suit celle à laquelle elle se rapporte. La Cour des comptes transmet cette certification au Parlement au plus tard le 30 novembre en annexe du compte général de l'entité régionale et y joint ses observations. ».

Art. 32. Dans le même décret, il est inséré un article 44/3 rédigé comme suit : « Art. 44/3. L'annexe au compte annuel comprend notamment un commentaire relatif aux règles de consolidation et aux règles d'évaluation retenues et un rapport sur les ventes ou autres aliénations éventuelles des biens meubles et immeubles au cours de l'année.

Le Gouvernement arrête la forme et le contenu de cette annexe. ».

Art. 33. Dans l'article 46 du même décret, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « Les services d'administration générale mettent en place un système de contrôle interne de leurs processus et leurs activités selon les modalités à fixer par le Gouvernement. ».

Art. 34. Dans l'article 47 du même décret, les mots « dans les domaines budgétaires et comptables » sont insérés entre les mots « contrôle interne » et les mots « , le Gouvernement ».

Art. 35. Dans le Livre II, Titre V, du même décret, l'intitulé du chapitre II est remplacé par ce qui suit : « Le contrôle administratif, budgétaire et de gestion ».

Art. 36. Dans le même décret, l'article 52/1, inséré par le décret du 17 décembre 2015 et modifié par les décrets du 17 décembre 2020 et du 22 décembre 2021, est abrogé.

Art. 37. Dans le Livre II, Titre V, chapitre IV, du même décret, il est inséré un article 52/3 rédigé comme suit : « Art. 52/3. § 1^{er}. Un comité chargé du suivi budgétaire et financier est mis en place au sein de certains organismes visés à l'article 3, § 1^{er}, 4^o, a) à c), et 5^o, dont la liste est fixée par le Gouvernement et insérée annuellement dans le décret contenant le budget général de la Région wallonne.

§ 2. Le comité visé au paragraphe 1^{er} est composé au moins de :

- 1^o deux membres de l'organe de gestion de l'organisme ;
- 2^o deux membres reconnus pour leurs compétences budgétaires, désignés par le Gouvernement ;
- 3^o un Inspecteur des Finances désigné par le Gouvernement ;
- 4^o un délégué de l'Administration du budget de la Région, désigné par le Gouvernement ;
- 5^o un membre désigné par le Ministre du Budget ;
- 6^o un représentant du Centre stratégique d'expertise fiscale, financière et budgétaire.

Pour chaque membre effectif visé à l'alinéa 1^{er}, un membre suppléant est désigné. Il ne siège qu'en l'absence du membre effectif correspondant.

La qualité de membre du comité est incompatible avec le mandat ou les fonctions de :

- membre de l'organe de gestion, sauf pour ce qui concerne les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 1^o ;
- membre du Gouvernement de l'État fédéral, d'une Région, d'une Communauté ou Secrétaire d'État bruxellois ;
- membre du Parlement européen, des Chambres législatives fédérales ou d'un parlement de Région ou de Communauté ;
- gouverneur de province ;
- membre du personnel de l'organisme, ou d'une de ses filiales ;
- conseiller externe ou consultant régulier de l'organisme.

Par dérogation à l'alinéa 3, des membres de la direction générale de l'organisme assistent aux réunions du comité avec voix consultative. En outre, assistent également aux réunions de ce dernier, avec voix consultative, le responsable du service financier et de la gestion journalière de l'organisme ou leur délégué et les commissaires désignés par le Gouvernement.

Le président est désigné par le Gouvernement parmi les membres effectifs visés à l'alinéa 1^{er}, 2^o à 6^o.

Les mandats des membres visés à l'alinéa 1^{er} prennent cours dans les six mois qui suivent la date de prestation de serment des membres du Gouvernement à la suite du renouvellement du Parlement wallon. Ils peuvent être renouvelés. Ils prennent fin en cas de décès, de démission, d'incapacité civile ou, lorsque le membre perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné.

Lorsque le mandat d'un des membres effectifs visés à l'alinéa 1^{er}, 1^o à 6^o, ou d'un de leurs suppléants prend fin pour l'un des motifs évoqués à l'alinéa précédent, le nouveau membre achève le mandat de son prédécesseur.

§ 3. Le comité est chargé de :

- 1^o rendre des avis dans le cadre de la procédure d'élaboration du budget de l'organisme, au Gouvernement et à l'organe de gestion de l'organisme ;
- 2^o formuler au Gouvernement et à l'organe de gestion de l'organisme des avis motivés en vue de l'établissement du rapport annuel sur la mise en oeuvre du contrat de gestion, dans un délai ne dépassant pas un mois à partir de la formulation de la demande ;
- 3^o faire trimestriellement rapport au Gouvernement et à l'organe d'administration de l'organisme sur les recettes, les dépenses, en ce compris les programmes d'investissements, et l'évolution de la trésorerie de l'organisme, en particulier sur les prévisions en la matière et sur les différents aspects de leur évolution ;
- 4^o donner un avis sur toute question budgétaire que lui soumettent le Gouvernement et l'organe d'administration de l'organisme.

Le comité dispose des pouvoirs d'investigation les plus larges dans le cadre de sa mission, sans toutefois avoir accès aux données individuelles. Il examine les opérations ayant une incidence financière ou budgétaire, a accès à tous les dossiers et archives et reçoit des services de l'organisme tous les renseignements qu'il demande.

Les avis et rapports visés à l'alinéa 1^{er} sont transmis par le président du comité au service désigné par le Gouvernement, pour traitement et archivage. ».

Art. 38. Dans le même chapitre, il est inséré un article 52/4 rédigé comme suit : « Art. 52/4. § 1^{er}. Le comité établit un règlement d'ordre intérieur qu'il soumet à l'approbation du Gouvernement wallon.

§ 2. Les membres effectifs et suppléants ne sont pas rémunérés. Ils ont droit au remboursement des frais de parcours qu'ils ont exposés pour les besoins inhérents à l'exercice de leur mandat dans les formes et conditions fixées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Les indemnités auxquelles ils peuvent prétendre à ce titre sont à charge de l'organisme. ».

Art. 39. Dans le même chapitre, il est inséré un article 52/5 rédigé comme suit : « Art. 52/5. § 1^{er}. Si un organisme visé à l'article 52/3, § 1^{er}, dispose d'un comité d'audit ou d'un comité de suivi budgétaire et financier, ses missions sont élargies aux missions fixées à l'article 52/3, § 3, et la composition du comité existant est, le cas échéant, élargie aux membres visés à l'article 52/3, § 2.

§ 2. L'organisme visé à l'article 52/3, § 1^{er}, dispose d'un délai de douze mois à compter de la date à laquelle il est repris dans la liste pour se conformer aux articles 52/3 et 52/4. ».

Art. 40. Dans l'article 56, § 2, du même décret, les mots « la comptabilité générale » sont remplacés par les mots « les comptabilités générale et budgétaire ».

Art. 41. Dans l'article 57, alinéa 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées : 1° le mot « dénommée » est remplacé par le mot « dénommés » ;

2° l'alinéa est complété par les mots « , constituant des transferts financiers non affectés pour lesquels aucune obligation de justification des moyens utilisés n'est requise ».

Art. 42. Dans l'article 63 du même décret, les mots « la première » sont remplacés par les mots « les premiers ».

Art. 43. Dans l'article 66, § 1^{er}, du même décret, modifié par le décret du 21 décembre 2022, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « ou être échangés moyennant une contrepartie proportionnée ».

Art. 44. L'article 73 du même décret, modifié par le décret du 17 décembre 2015, est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Les comptes annuels des services administratifs à comptabilité autonome sont consolidés avec le compte annuel des services d'administration générale. ».

Art. 45. A l'article 78, du même décret, inséré par le décret du 23 décembre 2023 et modifié par le décret du 17 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées : a) au paragraphe 2, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« L'importance d'un écart par rapport à l'objectif budgétaire à moyen terme ou par rapport à la trajectoire d'ajustement appropriée en vue de la réalisation de cet objectif est mesurée en application de critères nationaux ou en application de l'article 6, point 3, du Règlement (CE) n° 1466/97 du Conseil du 7 juillet 1997 relatif au renforcement de la surveillance des positions budgétaires ainsi que de la surveillance et de la coordination des politiques économiques, modifié par le Règlement (UE) n° 1175/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011. » ;

b) le paragraphe 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le coefficient de GINI mesure le degré d'inégalité de la distribution des revenus dans une société donnée en se basant sur la courbe de Lorenz. ».

Art. 46. Dans le même décret, l'intitulé du Livre III, inséré par le décret du 17 décembre 2015, est remplacé par ce qui suit : " Dispositions applicables aux organismes, à l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, aux entreprises régionales, au Parlement, au Service du Médiateur et à la Commission wallonne pour l'Énergie ".

Art. 47. Dans l'article 84, § 2, du même décret, les modifications suivantes sont apportées : 1° le mot « non » est inséré entre le mot « sont » et le mot « limitatifs » ;

2° les mots « excepté les dérogations et aux conditions prévues par le même code » sont supprimés.

Art. 48. Dans l'article 93, § 3, du même décret, inséré par le décret du 17 décembre 2015, les mots « pour ce qui concerne le budget de gestion et le budget des missions paritaires » sont remplacés par les mots « pour ce qui concerne le budget de gestion, moyennant l'accord du ou des Comités de branche concernés et du Ministre de tutelle pour ce qui concerne le budget des missions paritaires ».

Art. 49. A l'article 97 du même décret, inséré par le décret du 17 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées : a) dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, les mots « pour le 30 juin en ce qui concerne » sont insérés entre les mots « les organismes de type 2 et » et les mots « l'agence wallonne de la Santé » ;

b) dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, il est inséré le 4°/1 rédigé comme suit :

« 4°/1 le compte de récapitulation des opérations budgétaires conformément à la classification économique ; » ;

c) l'article est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Les comptes annuels des organismes, des entreprises régionales et de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles sont consolidés avec le compte annuel des services d'administration générale conformément à l'article 44/1. ».

Art. 50. Dans le Livre III, Titre V, chapitre I^{er}, du même décret, il est inséré un article 97/1 rédigé comme suit : « Art. 97/1. Chaque année, les organismes de type 3 dressent pour le 30 juin leur compte général qui comprend :

1° le bilan ;

2° le compte de résultats établi sur la base des charges et produits ;

3° le compte de récapitulation des opérations budgétaires conformément à la classification économique ;

4° l'annexe. ».

Art. 51. L'article 98 du même décret est abrogé.

Art. 52. A l'article 102 du même décret, inséré par le décret du 17 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées : a) dans le paragraphe 1^{er}, les mots « et 2 » sont remplacés par les mots « , 2 et 3 » ;

b) le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. En application du principe du single audit, ce contrôle de la Cour des comptes s'appuie principalement sur les contrôles interne et externe existants. » ;

c) l'article est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. La Cour des comptes et les acteurs du contrôle interne et externe concluent entre eux des accords de collaboration afin d'assurer que leurs calendriers et leurs processus de contrôle, ainsi que l'échange de leurs résultats soient définis de manière efficace, en veillant à minimiser les chevauchements entre leurs contrôles respectifs. ».

Art. 53. Dans le même décret, il est inséré un article 102/1 rédigé comme suit : « Art. 102/1. § 1^{er}. Si les comptes de l'unité visée à l'article 102, § 1^{er}, sont contrôlés et certifiés conformément à la législation applicable par un commissaire qui est un réviseur d'entreprises, le contrôle de la Cour des comptes est mené sur la base des travaux réalisés par le réviseur d'entreprises. ».

§ 2. Sans préjudice de l'application des exceptions à l'obligation du secret visées à l'article 86 de la loi du 7 décembre 2016 portant organisation de la profession et de la supervision publique des réviseurs d'entreprises, ne sont pas soumises à l'obligation du secret :

1° l'échange d'informations entre le réviseur d'entreprises, la Cour des comptes et, le cas échéant, le Service commun d'audit et l'Inspection des Finances, sur la stratégie et le calendrier d'audit, le monitoring et l'analyse des risques, le contrôle et le rapportage, et les méthodes de contrôle concernant les unités de la Région wallonne qui relèvent de leur domaine de contrôle commun ;

2° la communication à la Cour des comptes et, le cas échéant, au Service commun d'audit et à l'Inspection des Finances, d'informations provenant des documents de travail du réviseur d'entreprises concernant les unités de la Région wallonne qui relèvent de leur domaine de contrôle commun.

§ 3. Les acteurs du contrôle interne et externe visés au paragraphe 2 concluent avec l'Institut des réviseurs d'entreprises un protocole d'accord fixant les modalités d'échange d'information définis au paragraphe 2, 1° et 2°. ».

Art. 54. L'article 103 du même décret, inséré par le décret du 17 décembre 2015, est remplacé par ce qui suit : « Art. 103. § 1^{er}. Les dispositions de l'article 52, § 1^{er}, relatives à la certification exercée par la Cour des comptes s'appliquent aux comptes généraux des organismes de type 1 et des entreprises régionales.

§ 2. Les comptes généraux des organismes de type 2 et de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles sont certifiés par au moins un commissaire aux comptes inscrit au registre public de l'Institut des réviseurs d'entreprise.

Les organismes de type 2 transmettent leur compte général, accompagné du rapport de certification, au plus tard le 30 avril suivant l'exercice auquel il se rapporte, au Gouvernement et à la Cour des comptes.

L'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles transmet son compte général, accompagné du rapport de certification, au plus tard le 30 juin suivant l'exercice auquel il se rapporte, au Gouvernement et à la Cour des comptes.

Les organismes de type 3 transmettent leur compte annuel, accompagné du rapport de certification, au plus tard le 30 juin suivant l'exercice auquel ils se rapportent, au Gouvernement et à la Cour des comptes.

§ 3. Les comptes des organismes de type 1, 2 et 3, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales et de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles sont consolidés annuellement avec le compte général des services d'administration générale conformément aux articles 44/1 à 44/3.

§ 4. La Cour des comptes contrôle la régularité, la sincérité et la fidélité des comptes des organismes de type 2 et 3 si elle considère que ces comptes sont significatifs pour la certification du compte général de l'entité régionale prévu aux articles 44/1 à 44/3. La Cour des comptes transmet au Parlement et au Gouvernement au mois de janvier de chaque année la liste des organismes dont elle considère les comptes significatifs.

§ 5. La Cour des comptes peut publier les comptes et ses rapports y relatifs dans ses cahiers d'observations. ».

Art. 55. L'article 107 du même décret est abrogé.

CHAPITRE 2. — *Modifications du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi assurant la transposition des mesures transversales minimales visées à l'article 52/3 du chapitre 1^{er}*

Art. 56. À l'article 24bis du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, le mot « trois » est remplacé par le mot « deux » ;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6°, les mots « Cellule d'informations financières » sont remplacés par les mots « Centre stratégique d'expertise fiscale, financière et budgétaire » ;

3° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le 7° est ajouté et rédigé comme suit :

« 7° un membre désigné par le ministre du Budget. » ;

4° au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots « ou d'une Communauté » sont remplacés par les mots « , d'une Communauté ou le Secrétaire d'État bruxellois » ;

5° au paragraphe 1^{er}, alinéa 4, les mots « directeurs généraux adjoints » sont remplacés par les mots « directeurs généraux » ;

6° au paragraphe 1^{er}, alinéa 5, les mots « à 6° » sont remplacés par les mots « à 7° » ;

7° au paragraphe 2, les mots « 2° à 5° » sont remplacés par les mots « 1° à 7° ».

Art. 57. À l'article 24bis/1 du même décret, les modifications suivantes sont apportées : 1° à l'alinéa 1^{er}, 1°, les mots « , au Gouvernement et au Comité de gestion ; » sont ajoutés après les mots « visée à l'article 12, § 1^{er}, 7° » ;

2° à l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots « au Gouvernement et au Comité de gestion, » sont insérés entre le mot « formuler » et les mots « les avis » ;

3° à l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots « dans un délai maximum d'un mois à partir de la formulation de la demande. » sont ajoutés après les mots « du contrat de gestion » ;

4° à l'alinéa 1^{er}, 3°, les mots « en ce compris les programmes d'investissements et l'évolution de la trésorerie de l'Office, » sont insérés entre les mots « l'Office, » et les mots « en particulier » ;

5° un troisième alinéa est ajouté et rédigé comme suit :

« Les avis et rapports visés à l'alinéa 1^{er} sont transmis par le président du comité au service désigné par le Gouvernement, pour traitement et archivage. ».

CHAPITRE 3. — *Disposition finale*

Art. 58. § 1^{er}. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur des articles 30 à 32. Ils entrent en vigueur au plus tard le 1^{er} janvier 2030.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, l'article 49, a), produit ses effets le 1^{er} janvier 2023.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 25 avril 2024.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé,
de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

(1) Session 2023-2024.

Documents du Parlement wallon, 1669 (2023-2024) N°s 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 24 avril 2024.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2024/204573]

25. APRIL 2024. — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL 1 — *Abänderungen des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten*

Artikel 1 - In den Artikeln 2, 14, 36, 39, 44, 50, 51, 52, 68, 72, 73, 102 und 103 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2022, wird in der französischen Fassung die Wortfolge "Cour des Comptes" jedes Mal durch die Wortfolge "Cour des comptes" ersetzt.

Art. 2 - In Artikel 2 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2015, werden folgende Abänderungen vorgenommen: a) Ziffer 12 wird durch Folgendes ersetzt:

"12° rechtliche Verpflichtung: die Handlung, durch die der Anweisungsbefugte eine Verpflichtung gegenüber einem Dritten eingetht oder feststellt;"

b) eine Ziffer 13°/1 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"13°/1 wiederkehrende Verpflichtungen: die Ausgaben, die für die Arbeitsweise der Dienste notwendig sind und deren Beträge während des Haushaltsjahres fällig sind, die jedoch entweder aus Verpflichtungen entstehen, deren Auswirkungen sich über mehrere Jahre erstrecken und deren Anrechnung im Jahr ihres Entstehens eine Last darstellen würde, die wirtschaftlich in keinerlei Verhältnis dazu stehen würde, oder aus Verpflichtungen, deren im Laufe eines jedes Haushaltsjahres fälliger Betrag zum Zeitpunkt ihres Entstehens nicht bekannt ist;"

a) in Ziffer 19 wird die Wortfolge "Conseil Economique et Social de Wallonie" (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie) durch die Wortfolge "Conseil Economique, Social et Environnemental de Wallonie" (Wirtschafts-, Sozial und Umweltrat der Wallonie) ersetzt;

b) die Ziffern 21 und 22 werden aufgehoben;

c) der Artikel wird um eine Ziffer 34 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"34° die Wallonische Kommission für Energie (CWaPE): die durch Artikel 43 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts eingesetzte Kommission.;"

d) der Artikel wird durch Ziffer 35 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"35° Dotation: Mittel, das im allgemeinen Ausgabenhaushalt aufgeführt sind, deren Zweck jedoch von der Einrichtung bestimmt wird, der sie zugewiesen wurden. Ihr Empfänger muss nicht begründen, dass ihre Nutzung einem bestimmten Zweck entspricht.;"

Art. 3 - § 1. In Artikel 3 § 1 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2022, wird die Ziffer 1 durch Folgendes ersetzt: "1° die allgemeinen Verwaltungsdienststellen, die die öffentlichen Dienste der Wallonie, die ministeriellen Kabinette und die ihnen in ihrer Arbeitsweise gleichgestellten Dienststellen umfassen;"

§ 2. Artikel 3 desselben Dekrets wird durch einen Paragrafen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“ § 3. Die allgemeinen Verwaltungsdienststellen, die “Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles” (Wallonische Agentur für Gesundheit, Sozialschutz, Behindertenwesen und Familie), die Verwaltungsdienststellen mit autonomer Buchführung, die regionalen Unternehmen sowie die Einrichtungen, die dem Konsolidierungskreis gemäß Artikel 2 Ziffer 25 zugeordnet sind, bilden gemeinsam die regionale Einheit. ”.

Art. 4 - In den Artikeln 4, 5, 30, 41, 42, 43, 44, 46, 50, 51, 64 und 105 desselben Dekrets wird die Wortfolge “der Einheit” jeweils durch die Wortfolge “der allgemeinen Verwaltungsdienststellen” ersetzt. In den Artikeln 19, 30, 39, 57, 63 und 94 desselben Dekrets wird die Wortfolge “die Einheit” jeweils durch die Wortfolge “die allgemeinen Verwaltungsdienststellen” ersetzt.

In Artikel 34 desselben Dekrets wird die Wortfolge “führt die Einheit” durch die Wortfolge “führen die allgemeinen Verwaltungsdienststellen” ersetzt.

In den Artikeln 66 und 112 desselben Dekrets wird die Wortfolge “der Einheit” jeweils durch die Wortfolge “den allgemeinen Verwaltungsdienststellen” ersetzt.

Art. 5 - In den Artikeln 6, 8, 13, 17 und 29 desselben Dekrets wird die Wortfolge “Basisartikel” jeweils durch die Wortfolge “Haushaltsplanadresse” ersetzt. In den Artikeln 8, 9, 13, 21, 26, 28 und 68 desselben Dekrets wird das Wort “Basisartikel” jeweils durch das Wort “Haushaltsplanadressen” ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 6 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen: a) unter Ziffer 4 wird Buchstabe b durch Folgendes ersetzt:

“b) die veranschlagten Einnahmen in den Unterteilungen werden nach Haushaltsplanadresse aufgeteilt. ”;

b) der Artikel wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 4 Buchstabe b besteht jede Haushaltsplanadresse aus einer Finanzstelle, die dem Organisationsbereich entspricht, einer Haushaltsrechnung und einem Funktionsbereich. Die Positionen 2 bis 5 der Haushaltsrechnung werden nach der wirtschaftlichen Klassifizierung kodiert. Jede Haushaltsplanadresse identifiziert durch eine Bezeichnung die Natur oder den Gegenstand der Einnahme. Wenn es sich um die Rückzahlung von Ausgaben handelt, muss der Code der Haushaltsplanadresse mit demjenigen des vorherigen Ausgabenvorgangs identisch sein. ”.

Art. 7 - In Artikel 7 Ziffer 1 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen: 1° Buchstabe a wird durch Folgendes ersetzt:

“a) die Verpflichtungskredite, in deren Höhe Beträge aufgrund von im Laufe des Haushaltsjahres entstandenen oder eingegangenen Verpflichtungen festgelegt werden können, und für wiederkehrende Verpflichtungen, die Beträge, die im Laufe des Haushaltsjahres fällig werden;”;

2° in Buchstabe b wird die Wortfolge “d.h. die Kredite,” aufgehoben.

Art. 8 - In Artikel 8 § 1 Ziffer 2 desselben Dekrets wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt: “Die Kredite der Programme und die voraussichtlichen Ausgaben zu Lasten der Haushaltsfonds werden in Haushaltsplanadressen aufgeteilt. Jede Haushaltsplanadresse besteht aus einer Finanzstelle, die der organischen Abteilung entspricht, einer Haushaltsrechnung und einem Funktionsbereich. Die Positionen 2 bis 5 der Haushaltsrechnung werden nach der wirtschaftlichen Klassifizierung kodiert. Der Funktionsbereich setzt sich aus der Programmnummer zusammen, die sich aus den ersten 3 Positionen des Funktionsbereichs zusammensetzt, gefolgt durch eine Identifikationsnummer innerhalb des Programms. Jede Haushaltsplanadresse identifiziert durch eine Bezeichnung die Natur, den Gegenstand oder den Ausführungsmodus der Ausgabe. ”.

Art. 9 - In Artikel 9 § 1 Ziffer 1 Absatz 1 desselben Dekrets wird ein Buchstabe c/1) mit folgendem Wortlaut eingefügt: “c/1) einen Bericht über die im laufenden Jahr durchgeführten Ausgabenüberprüfungen, die damit verbundenen Maßnahmen und einen Zeitplan für die noch durchzuführenden Ausgabenüberprüfungen. Unter Ausgabenüberprüfung ist eine Überprüfung der Ausgaben unter dem Gesichtspunkt der Wirksamkeit, Effizienz und Übereinstimmung mit der Regierungspolitik zu verstehen, um Möglichkeiten für eine wirksamere Politik und Spielräume zu ermitteln, die für neue Funktions- und Interventionsausgaben oder für die allgemeine Ausgabenkontrolle genutzt werden können;”.

Art. 10 - In Artikel 16 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2015, werden die Ziffern 2 und 3 durch Folgendes ersetzt: “2° bei den Ausgaben,

a) zu Lasten der Verpflichtungskredite, die Beträge, die aufgrund von Verpflichtungen gebunden werden können, die im Laufe des Haushaltsjahres entstanden oder eingegangen wurden und, bei wiederkehrenden Verpflichtungen, die während des Haushaltsjahres fälligen Beträge;

b) zu Lasten der Ausgabenfeststellungskredite, die Beträge,

die im Laufe des Haushaltsjahres aufgrund von festgestellten Rechten festgestellt werden, die sich aus den vorher eingegangenen Verpflichtungen ergeben;”.

Art. 11 - In Buch II Titel II Kapitel 1 desselben Dekrets wird ein Artikel 18/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt: “Art. 18/1 - In der Buchhaltung der allgemeinen Verwaltungsdienststellen werden Bereitstellungsfonds für die Anteile am Steuertrag, Erhebungen und Zahlungen eingerichtet, die anderen öffentlichen Behörden bereitgestellt werden. Sie erwähnen die Schätzung der Einnahmen, die nicht im Einnahmenhaushalt verbucht werden und die die Regierung gemäß den Gesetzen, Dekreten und Erlassen, die ihre Bereitstellung regeln, den betroffenen Behörden direkt zur Verfügung stellen kann.

Die Transaktionen, die während des Haushaltsjahres mit den Bereitstellungsfonds durchgeführt werden, werden nach der entsprechenden Tabelle bewertet, die dem jährlichen Haushaltsdekret beigelegt ist. ”.

Art. 12 - In Artikel 21 § 3 desselben Dekrets wird nach der Wortfolge “der durch Erlass von der Regierung bezeichnete Verwalter der Streitsachen” die Wortfolge “des Kassenwesens” eingefügt.

Art. 13 - In Artikel 22 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen: 1° in Paragraf 1 wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt: “Die Verträge und Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge, so wie sie durch die geltende Gesetzgebung bestimmt werden, sowie die Erlasse zur Gewährung von Zuschüssen und gegebenenfalls zur Mitteilung von Preisen können erst den Drittpersonen zugestellt werden, wenn diese Verträge, Aufträge und Erlasse Gegenstand einer Ausgabeverpflichtung im Haushaltsplan gewesen sind. ”;

2° in Paragraf 3 wird die Wortfolge "auf die Verpflichtungskredite angerechnet werden" durch die Wortfolge "Gegenstand einer Ausgabeverpflichtung im Haushaltsplan sein" ersetzt.

Art. 14 - In Artikel 23 § 1 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen: 1° die Wortfolge "Absatz 2" wird aufgehoben;

2° die Wortfolge "Ausgleichsverpflichtung" wird durch die Wortfolge "abweichende Verpflichtung" ersetzt.

Art. 15 - In Artikel 24 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen: 1° in Paragraf 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen: a) in Absatz 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1) die Wortfolge "der rechtlichen Verpflichtungen" wird durch die Wortfolge "der Ausgabeverpflichtungen im Haushaltsplan" ersetzt;

2° der Absatz wird durch die Wortfolge "durch den zuständigen Anweisungsbefugten" ergänzt;

a) in Absatz 2 wird die Wortfolge "Die Verpflichtungen müssen für nichtig erklärt werden" durch die Wortfolge "Die Ausgabeverpflichtungen im Haushaltsplan müssen für nichtig erklärt werden" ersetzt;

2° in Paragraf 2 wird das Wort "Regelmäßig" durch die Wortfolge "Mindestens einmal jährlich" ersetzt.

Art. 16 - In Artikel 25 desselben Dekrets wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt: "Die für den ununterbrochenen Betrieb der Dienste erforderlichen Verpflichtungen, können ab dem 1. November eingegangen werden, und zwar zu Lasten der Kredite des darauffolgenden Haushaltsjahres und im Rahmen des Drittels der veranschlagten Verpflichtungsermächtigungen für die entsprechenden Ausgaben des laufenden Jahres. In den Verpflichtungserklärungen wird festgelegt, dass Lieferungen und Dienstleistungen nicht vor Eröffnung des Haushaltsjahres geliefert oder erbracht werden dürfen."

Art. 17 - Im einleitenden Satz von Artikel 26 § 1 desselben Dekrets wird das Wort "primären" zwischen die Wortfolge "können die" und das Wort "Anweisungsbefugten" eingefügt.

Art. 18 - In Artikel 27 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen: 1° Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt: "Die Anweisungsbefugten können eine Änderung der Aufteilung der veranschlagten Ausgaben eines Haushaltsfonds ausschließlich auf die Haushaltsplanadressen des dem Fonds gewidmeten operationellen Programms beantragen, und zwar nach dem von der Regierung beschlossenen Verfahren und den von ihr festgelegten Modalitäten. ";

2° ein Absatz mit folgendem Wortlaut wird zwischen den Absätzen 1 und 2 eingefügt:

"Die Erhöhungen der Haushaltsmittel müssen sowohl für die Verpflichtungsermächtigungen als auch für die Ausgabenfeststellungskredite bei jeder Neuaufteilung innerhalb des betreffenden Fonds durch gleichwertige Verringerungen der Haushaltsmittel ausgeglichen werden."

Art. 19 - In Artikel 28 § 2 desselben Dekrets werden die Ziffern 2 und 3 aufgehoben.

Art. 20 - Artikel 29 desselben Dekrets wird durch einen Paragrafen 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt: " § 6. Die Aufgaben, die die Regierung öffentlichen Verwaltungseinheiten überträgt, werden in der Haushaltsausführungsrechnung der allgemeinen Verwaltungsdienststellen auf von den allgemeinen Verwaltungsdienststellen getrennten Haushaltsplanadressen verbucht. ".

Art. 21 - In Artikel 30 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen: 1° in Absatz 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen: a) das Wort "führt" wird durch das Wort "führen" ersetzt;

b) das Wort "üblichen" wird aufgehoben;

2° der Artikel wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Aufgaben, die die Regierung öffentlichen Verwaltungseinheiten überträgt, werden in der allgemeinen Buchführung der allgemeinen Verwaltungsdienststellen gemäß Absatz 1 verbucht. ".

Art. 22 - In Artikel 32 § 2 desselben Dekrets wird die Wortfolge "zu dessen Gunsten oder Lasten" aufgehoben.

Art. 23 - In Artikel 34 Absatz 1 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen: 1° das Wort "führt" wird durch das Wort "führen" ersetzt;

2° in der französischen Fassung wird die Wortfolge "ses avoirs, de ses droits, de ses dettes, de ses obligations, et de ses engagements, y compris ses droits" durch die Wortfolge "leurs avoirs, droits, dettes, obligations et engagements, y compris leurs droits" ersetzt.

Art. 24 - In demselben Dekret wird Artikel 36 aufgehoben.

Art. 25 - In Artikel 38 desselben Dekrets wird Paragraf 2 aufgehoben.

Art. 26 - In Artikel 39 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen: 1° in Absatz 1 wird zwischen das Wort "Kassenführer" und die Wortfolge "in ihrer Eigenschaft als" die Wortfolge ", die in den allgemeinen Verwaltungsdienststellen und den Verwaltungsdienststellen mit autonomer Buchführung benannt werden," eingefügt; 2° in Absatz 3 wird die Wortfolge "oder in den anderen Fällen, innerhalb der von der Einheit, von der er abhängt, festgelegten Frist" aufgehoben;

3° in Absatz 3 wird die Wortfolge "erstellt die Einheit sie von Amts wegen" durch die Wortfolge "erstellen die allgemeinen Verwaltungsdienststellen und die Verwaltungsdienststellen mit autonomer Buchführung sie von Amts wegen" ersetzt.

Art. 27 - In Buch II desselben Dekrets wird die Überschrift des Titels IV, abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2015, durch Folgendes ersetzt: "Bestimmungen über das allgemeine Konto und die obligatorische Berichterstattung der allgemeinen Verwaltungsdienststellen und der regionalen Einheit".

Art. 28 - In Artikel 41 Absatz 1 desselben Dekrets wird die Wortfolge "31. März" durch die Wortfolge "15. Juni" ersetzt.

Art. 29 - In Artikel 44 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen: a) die Absätze 1 und 2 von Paragraf 1 werden durch Folgendes ersetzt:

"Spätestens am 30. Juni übermittelt die Regierung dem Rechnungshof die gemäß Artikel 41 bis 43 erstellte Gesamtrechnung der allgemeinen Verwaltungsdienststellen sowie spätestens am 15. April die gemäß Artikel 97 erstellten jährlichen Gesamtrechnungen der Einrichtungen des Typs 1 und der regionalen Unternehmen.

Der Rechnungshof übermittelt diese Gesamtrechnung zusammen mit seinen Bemerkungen und den von ihm gemäß Artikel 52 und 102 § 1 erteilten Zertifizierungen dem Parlament spätestens bis Ende des folgenden Monats Juni für die jährlichen Gesamtrechnungen der Einrichtungen des Typs 1 und der regionalen Unternehmen und bis zum 31. Oktober für die Gesamtrechnung der allgemeinen Verwaltungsdienststellen. ”;

b) in Paragraph 2 wird die Wortfolge ”31. August” durch die Wortfolge ”30. November” ersetzt;

c) in Paragraph 2 wird die Wortfolge ”31. Oktober” durch die Wortfolge ”31. Dezember” ersetzt.

Art. 30 - In demselben Dekret wird ein Artikel 44/1 wie folgt eingefügt: ”Art. 44/1 - Gemäß den Bestimmungen des Artikels 9 des Gesetzes über allgemeine Bestimmungen enthält das allgemeine Konto der regionalen Einheit:

1° die jährliche Rechnungsaufstellung, bestehend aus:

a) der Bilanz;

b) den auf der Grundlage der Aufwendungen und Erträge erstellten Erfolgsrechnungen;

c) der zusammenfassenden Rechnung der Haushaltsverrichtungen des Jahres, die nach Zweckbestimmung gemäß der wirtschaftlichen Klassifizierung und unter Einhaltung der nationalen und europäischen Normen der volkswirtschaftlichen Gesamtrechnung klassifiziert werden;

d) ihrem Anhang;

2° die Rechnungsaufstellung der Haushaltsdurchführung in der gleichen Form wie der des Haushaltsplans.

Die Regierung legt die Modalitäten der Konsolidierung fest. ”.

Art. 31 - In demselben Dekret wird ein Artikel 44/2 wie folgt eingefügt: ”Art. 44/2 - Das allgemeine Konto der regionalen Einheit wird von der Regierung erstellt und dem Rechnungshof vor dem 30. September des Jahres, das auf das Jahr folgt, auf das es sich bezieht, zur Zertifizierung übermittelt. Der Rechnungshof übermittelt dem Parlament diese Zertifizierung spätestens am 30. November als Anhang zum allgemeinen Konto der regionalen Einheit und fügt seine Bemerkungen bei. ”.

Art. 32 - In demselben Dekret wird ein Artikel 44/3 wie folgt eingefügt: ”Art. 44/3 - Der Anhang zum Jahresabschluss enthält insbesondere einen Kommentar zu den gewählten Konsolidierungs- und Bewertungsregeln sowie einen Bericht über etwaige Verkäufe oder sonstige Veräußerungen von beweglichen und unbeweglichen Gütern im Laufe des Jahres.

Die Regierung bestimmt die Form und den Inhalt dieses Anhangs. ”.

Art. 33 - In Artikel 46 desselben Dekrets wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt: ”Die allgemeinen Verwaltungsdienststellen führen ein System der internen Kontrolle ihrer Vorgänge und Aktivitäten ein nach den Modalitäten, die von der Regierung zu bestimmen sind. ”.

Art. 34 - In Artikel 47 desselben Dekrets wird die Wortfolge ”in den Bereichen Haushalt und Rechnungswesen” zwischen die Wortfolge ”das System der internen Kontrolle” und die Wortfolge ”zu beurteilen” eingefügt.

Art. 35 - In Buch II Titel V desselben Dekrets wird die Überschrift von Kapitel II durch Folgendes ersetzt: ”Die administrative, haushalts- und verwaltungstechnische Kontrolle”.

Art. 36 - In demselben Dekret wird Artikel 52/1, der durch das Dekret vom 17. Dezember 2015 eingefügt und durch die Dekrete vom 17. Dezember 2020 und vom 22. Dezember 2021 abgeändert wurde, aufgehoben.

Art. 37 - In Buch II Titel V Kapitel IV desselben Dekrets wird ein Artikel 52/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt: ”Art. 52/3 - § 1. Ein mit der Haushalts- und Finanzüberwachung beauftragter Ausschuss wird innerhalb bestimmter in Artikel 3 § 1 Ziffer 4 a) bis c), und Ziffer 5 genannter Einrichtungen eingerichtet, deren Liste von der Regierung festgelegt und jährlich in das Dekret, das den allgemeinen Haushalt der Wallonischen Region enthält, eingefügt wird.

§ 2. Der in Paragraph 1 genannte Ausschuss besteht mindestens aus:

1° zwei Mitgliedern des Verwaltungsorgans der Einrichtung;

2° zwei Mitgliedern, die für ihre Haushaltskompetenzen anerkannt sind und von der Regierung benannt werden;

3° einem von der Regierung benannten Finanzinspektor;

4° einem Delegierten der Haushaltsverwaltung der Region, der von der Regierung benannt wird;

5° einem vom Minister für Haushalt benannten Mitglied;

6° einem Vertreter des Strategischen Zentrums für Steuer-, Finanz- und Haushaltsexpertise.

Für jedes effektive Mitglied gemäß Absatz 1 wird ein stellvertretendes Mitglied benannt. Dieses tagt nur dann, wenn das entsprechende effektive Mitglied abwesend ist.

Die Eigenschaft als Mitglied des Ausschusses ist mit folgenden Mandaten oder Ämtern unvereinbar:

- Mitglied des Verwaltungsorgans, außer in Bezug auf die in Absatz 1 Ziffer 1 genannten Mitglieder;

- Mitglied der Föderalregierung, der Regierung einer Region, einer Gemeinschaft oder Brüsseler Staatssekretär;

- Mitglied des Europäischen Parlaments, der föderalen gesetzgebenden Kammern oder des Parlaments einer Region oder einer Gemeinschaft;

- Provinzgouverneur;

- Mitglied des Einrichtungspersonals oder einer ihrer Tochtergesellschaften;

- externem Berater oder regelmäßigem Konsultant der Einrichtung.

Abweichend von Absatz 3 nehmen Mitglieder der Generaldirektion der Einrichtung an den Sitzungen des Ausschusses mit beratender Stimme teil. Außerdem nehmen an seinen Sitzungen mit beratender Stimme auch der Leiter des Finanzdienstes und des Tagesgeschäfts der Einrichtung oder deren Beauftragter und die von der Regierung benannten Kommissare teil.

Der Vorsitzende wird von der Regierung unter den in Absatz 1 Ziffern 2 bis 6 genannten effektiven Mitgliedern benannt.

Die Amtszeiten der in Absatz 1 genannten Mitglieder beginnen innerhalb von sechs Monaten nach dem Datum der Eidesleistung der Regierungsmitglieder nach der Erneuerung des Wallonischen Parlaments. Sie können erneuert werden. Sie enden bei Tod, Rücktritt, Handlungsunfähigkeit oder wenn das Mitglied die Eigenschaft verliert, aufgrund derer es benannt wurde.

Wenn die Amtszeit eines der in Absatz 1 Ziffern 1 bis 6 genannten effektiven Mitglieder oder eines ihrer Stellvertreter aus einem der im vorherigen Absatz genannten Gründe endet, vollendet das neue Mitglied die Amtszeit seines Vorgängers.

§ 3. Der Ausschuss wird mit den folgenden Aufgaben beauftragt:

1° im Rahmen des Verfahrens zur Aufstellung des Haushaltsplans der Einrichtung, der Regierung und dem Verwaltungsorgan der Einrichtung Stellungnahmen abzugeben;

2° der Regierung und dem Verwaltungsorgan der Einrichtung begründete Stellungnahmen im Hinblick auf die Erstellung des Jahresberichts über die Durchführung des Verwaltungsvertrags innerhalb einer Frist von höchstens einem Monat ab der Formulierung des Antrags zu formulieren;

3° der Regierung und dem Verwaltungsorgan der Einrichtung vierteljährlich über die Einnahmen, die Ausgaben, einschließlich der Investitionsprogramme, und die Entwicklung der Kassenbestände der Einrichtung zu berichten, insbesondere über die diesbezüglichen Prognosen und die verschiedenen Aspekte ihrer Entwicklung;

4° eine Stellungnahme zu jeder Haushaltsfrage abzugeben, die ihm von der Regierung und dem Verwaltungsorgan der Einrichtung vorgelegt wird.

Der Ausschuss hat im Rahmen seines Auftrags weitestgehende Untersuchungsbefugnisse, ohne jedoch Zugang zu individuellen Daten zu haben. Er prüft Vorgänge mit finanziellen oder haushaltsmäßigen Auswirkungen, hat Zugang zu allen Akten und Archiven und erhält von den Diensten der Einrichtung alle Informationen, die er anfordert.

Die in Absatz 1 genannten Stellungnahmen und Berichte werden vom Vorsitzenden des Ausschusses an den von der Regierung benannten Dienst zur Bearbeitung und Archivierung weitergeleitet. "

Art. 38 - In dasselbe Kapitel wird ein Artikel 52/4 mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Art. 52/4 - § 1. Der Ausschuss bestimmt seine Geschäftsordnung, die er der Zustimmung der Wallonischen Regierung unterbreitet.

§ 2. Effektive und stellvertretende Mitglieder erhalten keine Vergütung. Sie haben Anspruch auf Erstattung der Fahrkosten, die sie für die mit der Ausübung ihres Mandats verbundenen Bedürfnisse aufgewendet haben, in den Formen und unter den Bedingungen, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über den Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgelegt sind.

Die Vergütungen, die sie beanspruchen können, gehen zu Lasten der Einrichtung. "

Art. 39 - In dasselbe Kapitel wird ein Artikel 52/5 mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Art. 52/5 - § 1. Wenn eine in Artikel 52/3 § 1 genannte Einrichtung über einen Prüfungsausschuss oder einen Ausschuss für Haushalts- und Finanzüberwachung verfügt, werden deren Aufgaben um die in Artikel 52/3 § 3 festgelegten Aufgaben erweitert und die Zusammensetzung des bestehenden Ausschusses wird gegebenenfalls um die in Artikel 52/3 § 2 genannten Mitglieder erweitert.

§ 2. Die in Artikel 52/3 § 1 genannte Einrichtung verfügt über eine Frist von zwölf Monaten ab dem Datum, zu dem sie in die Liste aufgenommen wird, um den Artikeln 52/3 und 52/4 nachzukommen. "

Art. 40 - In Artikel 56 § 2 desselben Dekrets wird die Wortfolge "in der allgemeinen Buchführung" durch die Wortfolge "in der allgemeinen und Haushaltsbuchführung" ersetzt.

Art. 41 - In Artikel 57 Absatz 1 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen: 1° in der französischen Fassung wird das "dénomée" durch das Wort "dénomés" ersetzt;

2° der Absatz wird durch die Wortfolge ", die nicht zweckgebundene Übertragungen von Mitteln darstellen, für die keine Verpflichtung zur Rechtfertigung der eingesetzten Mittel besteht" ergänzt.

Art. 42 - In Artikel 63 desselben Dekrets wird die Wortfolge "von der Einheit oder der mittelbar oder unmittelbar von dieser Einheit bezuschussten juristischen Person" durch die Wortfolge "von den allgemeinen Verwaltungsdienststellen oder der mittelbar oder unmittelbar von diesen bezuschussten juristischen Person" ersetzt.

Art. 43 - In Artikel 66 § 1 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2022, wird Absatz 1 durch die Wortfolge "oder gegen eine verhältnismäßige Gegenleistung ausgetauscht werden" ergänzt.

Art. 44 - Artikel 73 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2015, wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt: "Die Jahresabschlüsse der Verwaltungsdienststellen mit autonomer Buchführung werden mit dem Jahresabschluss der allgemeinen Verwaltungsdienststellen konsolidiert. "

Art. 45 - In Artikel 78 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 23. Dezember 2023 und abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2015, werden folgende Abänderungen vorgenommen: a) in Paragraph 2 wird zwischen den Absätzen 1 und 2 ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Die Bedeutung einer Abweichung vom mittelfristigen Haushaltsziel oder von einem angemessenen Haushaltspfad in Richtung auf dieses Ziel wird in Anwendung von nationalen Kriterien oder in Anwendung von Artikel 6 Ziffer 3 der Verordnung (EG) Nr. 1466/97 des Rates vom 7. Juli 1997 über den Ausbau der haushaltspolitischen Überwachung und der Überwachung und Koordinierung der Wirtschaftspolitiken, abgeändert durch die Verordnung (EU) Nr. 1175/2011 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. November 2011 gemessen. ";

b) Paragraph 3 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Der GINI-Koeffizient misst die Ungleichheit der Einkommensverteilung in einer Gesellschaft auf der Grundlage der Lorenz-Kurve. "

Art. 46 - In demselben Dekret wird die Überschrift von Buch III, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 2015, durch Folgendes ersetzt: "Auf die Einrichtungen, die Wallonische Agentur für Gesundheit, Sozialschutz, Behindertenwesen und Familie, die regionalen Unternehmen, das Parlament, den Vermittlungsdienst und die Wallonische Kommission für Energie anwendbare Bestimmungen".

Art. 47 - In Artikel 84 § 2 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen: 1° das Wort "nicht" wird zwischen das Wort "sind" und das Wort "einschränkend" eingefügt;

2° die Wortfolge "mit Ausnahme der Abweichungen und unter den durch dasselbe Gesetzbuch vorgesehenen Bedingungen" wird gestrichen.

Art. 48 - Artikel 93 § 3 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt: "Insofern der Gesamtbetrag der zugelassenen Mittel beachtet wird, können die Verpflichtungsermächtigungen und die einschränkenden Ausgabenfeststellungskredite, die in den Haushaltsplänen der Wallonischen Agentur für Gesundheit, Sozialschutz, Behindertenwesen und Familie gebucht sind, im Laufe des Haushaltsjahres umverteilt werden, mit Zustimmung der Allgemeinen Rats in Übereinstimmung mit dem Wallonischen Gesetzbuch für soziale Maßnahmen und Gesundheit und des Aufsichtsministers, was den Verwaltungshaushaltsplan betrifft, mit Zustimmung des bzw. der betroffenen Branchenausschusses bzw. Branchenausschüsse und des Aufsichtsministers, was den Haushaltsplan der paritätischen Aufgaben betrifft, und mit Zustimmung des Ministers für Haushalt und des Aufsichtsministers, was die nicht paritätischen Aufgaben betrifft."

Art. 49 - In Artikel 97 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 2015, werden folgende Abänderungen vorgenommen: a) Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 2 wird durch Folgendes ersetzt: "zum 30. April, was die Einrichtungen des Typs 2 betrifft, und zum 30. Juni, was die Wallonische Agentur für Gesundheit, Sozialschutz, Behindertenwesen und Familie betrifft.";

b) in Paragraf 1 Absatz 2 wird eine Ziffer 4°/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"4°/1 die zusammenfassende Rechnung der Haushaltsverrichtungen gemäß der wirtschaftlichen Klassifizierung;"

c) der Artikel wird durch einen Paragrafen 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

" § 4. Die Jahresabschlüsse der Einrichtungen, der regionalen Unternehmen und der Wallonischen Agentur für Gesundheit, Sozialschutz, Behindertenwesen und Familie werden gemäß Artikel 44/1 mit dem Jahresabschluss der allgemeinen Verwaltungsdienststellen konsolidiert. "

Art. 50 - In Buch III Titel V Kapitel I desselben Dekrets wird ein Artikel 97/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Art. 97/1 - Jedes Jahr erstellen die Einrichtungen des Typs 3 bis zum 30. Juni ihre Gesamtrechnung, die Folgendes umfasst:

1° die Bilanz;

2° die auf der Grundlage der Aufwendungen und Erträge erstellte Erfolgsrechnung;

3° die zusammenfassende Rechnung der Haushaltsverrichtungen gemäß der wirtschaftlichen Klassifizierung;

4° den Anhang. "

Art. 51 - Der Artikel 98 desselben Dekrets wird aufgehoben.

Art. 52 - In Artikel 102 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 2015, werden folgende Abänderungen vorgenommen: a) in Paragraf 1 wird die Wortfolge "und 2" durch die Wortfolge ", 2 und 3" ersetzt;

b) der Paragraf 2 wird durch Folgendes ersetzt:

" § 2. In Anwendung des Grundsatzes der Einzigigen Prüfung stützt sich diese Kontrolle des Rechnungshofs hauptsächlich auf die bestehenden internen und externen Kontrollen. "

c) der Artikel wird durch einen Paragrafen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

" § 3. Der Rechnungshof und die Akteure der internen und externen Kontrolle schließen untereinander Kooperationsvereinbarungen, um sicherzustellen, dass ihre Zeitpläne und Kontrollprozesse sowie der Austausch ihrer Ergebnisse effizient festgelegt werden, wobei darauf zu achten ist, dass Überschneidungen zwischen ihren jeweiligen Kontrollen auf ein Minimum reduziert werden. "

Art. 53 - In demselben Dekret wird ein Artikel 102/1 wie folgt eingefügt: "Art. 102/1 - § 1. Wenn die Rechnungen der in Artikel 102 § 1 genannten Einheit gemäß der anwendbaren Gesetzgebung von einem Rechnungsprüfer, der ein Betriebsrevisor ist, geprüft und bestätigt werden, wird die Kontrolle des Rechnungshofes auf der Grundlage der von dem Betriebsrevisor durchgeführten Arbeiten durchgeführt.

§ 2. Unbeschadet der Anwendung der in Artikel 86 des Gesetzes vom 7. Dezember 2016 zur Organisation des Berufs des Betriebsrevisors und der öffentlichen Aufsicht über Betriebsrevisoren genannten Ausnahmen von der Geheimhaltungspflicht unterliegen nicht der Geheimhaltungspflicht:

1° der Informationsaustausch zwischen dem Betriebsrevisor, dem Rechnungshof und gegebenenfalls der gemeinsamen Auditdienststelle und der Finanzinspektion über die Prüfungsstrategie und den Prüfungsplan, das Monitoring und die Risikoanalyse, die Kontrolle und die Berichterstattung sowie die Kontrollmethoden in Bezug auf die Einheiten der Wallonischen Region, die in ihren gemeinsamen Kontrollbereich fallen;

2° die Mitteilung an den Rechnungshof und gegebenenfalls an die gemeinsame Auditdienststelle und die Finanzinspektion von Informationen aus den Arbeitsdokumenten des Betriebsrevisors, die die Einheiten der Wallonischen Region betreffen, die in ihren gemeinsamen Kontrollbereich fallen.

§ 3. Die in Paragraf 2 genannten Akteure der internen und externen Kontrolle schließen mit dem Institut der Betriebsrevisoren eine Absichtserklärung ab, in der die Modalitäten des in Paragraf 2 Ziffern 1 und 2 definierten Informationsaustauschs festgelegt werden. "

Art. 54 - Artikel 103 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2015, wird durch Folgendes ersetzt: "Art. 103 - § 1. Die Bestimmungen von Artikel 52 § 1 über die Zertifizierung durch den Rechnungshof sind ebenfalls auf die allgemeinen Konten der Einrichtungen des Typs 1 und der regionalen Unternehmen anwendbar.

§ 2. Die allgemeinen Konten der Einrichtungen des Typs 2 und der Wallonischen Agentur für Gesundheit, Sozialschutz, Behindertenwesen und Familie werden durch mindestens einen im öffentlichen Register des Instituts der Betriebsrevisoren eingetragenen Rechnungsprüfer zertifiziert.

Die Einrichtungen des Typs 2 übermitteln ihr allgemeines Konto zusammen mit dem Zertifizierungsbericht spätestens am 30. April nach dem Haushaltsjahr, auf das es sich bezieht, der Regierung und dem Rechnungshof.

Die Wallonische Agentur für Gesundheit, Sozialschutz, Behindertenwesen und Familie übermittelt ihr allgemeines Konto zusammen mit dem Zertifizierungsbericht spätestens am 30. Juni nach dem Haushaltsjahr, auf das es sich bezieht, der Regierung und dem Rechnungshof.

Einrichtungen des Typs 3 übermitteln ihren Jahresabschluss zusammen mit dem Zertifizierungsbericht spätestens am 30. Juni nach dem Haushaltsjahr, auf das sie sich beziehen, der Regierung und dem Rechnungshof.

§ 3. Die Rechnungen der Einrichtungen des Typs 1, 2 und 3, der Verwaltungsdienststellen mit autonomer Buchführung, der regionalen Unternehmen und der Wallonischen Agentur für Gesundheit, Sozialschutz, Behinderntenwesen und Familie werden gemäß den Artikeln 44/1 bis 44/3 jährlich mit dem allgemeinen Konto der allgemeinen Verwaltungsdienststellen konsolidiert.

§ 4. Der Rechnungshof prüft die Rechtmäßigkeit, die Wahrhaftigkeit und die Zuverlässigkeit der Konten der Einrichtungen des Typs 2 und 3, wenn er der Ansicht ist, dass diese Rechnungen für die Zertifizierung des in den Artikeln 44/1 bis 44/3 vorgesehenen allgemeinen Kontos der regionalen Einheit von Bedeutung sind. Der Rechnungshof übermittelt dem Parlament und der Regierung im Januar eines jeden Jahres die Liste der Einrichtungen, deren Rechnungen er für bedeutend hält.

§ 5. Der Rechnungshof kann die Rechnungen und seine diesbezüglichen Berichte in seinen Bemerkungsheften veröffentlichen. "

Art. 55 - Der Artikel 107 desselben Dekrets wird aufgehoben.

KAPITEL 2 - *Abänderungen des Dekrets vom 6. Mai 1999 über das "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Wallonisches Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung), das die Umsetzung der in Artikel 52/3 des Kapitels 1 genannten bereichsübergreifenden Mindestmaßnahmen sicherstellt*

Art. 56 - In Artikel 24*bis* des Dekrets vom 6. Mai 1999 über das Wallonische Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in der französischen Fassung wird in Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 2 das Wort "trois" durch das Wort "deux" ersetzt;

2° in der französischen Fassung wird in Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 6 die Wortfolge "Cellule d'informations financières" durch die Wortfolge "Centre stratégique d'expertise fiscale, financière et budgétaire" ersetzt;

3° in der französischen Fassung wird in Paragraf 1 Absatz 1 die Ziffer 7 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"7° un membre désigné par le ministre du Budget. ";

4° in der französischen Fassung wird in Paragraf 1 Absatz 3 die Wortfolge "ou d'une Communauté" durch die Wortfolge ", d'une Communauté ou le Secrétaire d'État bruxellois;" ersetzt;

5° in der französischen Fassung wird in Paragraf 1 Absatz 4 die Wortfolge "directeurs généraux adjoints" durch die Wortfolge "directeurs généraux" ersetzt;

6° in der französischen Fassung wird in Paragraf 1 Absatz 5 die Wortfolge "à 6°" durch die Wortfolge "à 7°" ersetzt;

7° in der französischen Fassung wird in Paragraf 2 die Wortfolge "2° à 5°" durch die Wortfolge "1° à 7°" ersetzt.

Art. 57 - In Artikel 24 *bis*/1 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen: 1° in der französischen Fassung wird in Absatz 1 Ziffer 1 die Wortfolge ", au Gouvernement et au Comité de gestion;" nach der Wortfolge "visée à l'article 12, § 1^{er}, 7°" hinzugefügt;

2° in der französischen Fassung wird in Absatz 1 Ziffer 2 die Wortfolge "au Gouvernement et au Comité de gestion," zwischen das Wort "formuler" und die Wortfolge "les avis" eingefügt;

3° in der französischen Fassung wird in Absatz 1 Ziffer 2 die Wortfolge "dans un délai maximum d'un mois à partir de la formulation de la demande." nach der Wortfolge "du contrat de gestion" hinzugefügt;

4° in der französischen Fassung wird in Absatz 1 Ziffer 3 die Wortfolge "en ce compris les programmes d'investissements et l'évolution de la trésorerie de l'Office," zwischen die Wortfolge "l'Office," und die Wortfolge "en particulier" eingefügt;

5° in der französischen Fassung wird ein dritter Absatz mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"Les avis et rapports visés à l'alinéa 1^{er} sont transmis par le président du comité au service désigné par le Gouvernement, pour traitement et archivage. "

KAPITEL 3 - *Schlussbestimmung*

Art. 58 - § 1. Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2025 in Kraft.

§ 2. Abweichend von Paragraf 1 bestimmt die Regierung das Datum für das Inkrafttreten von den Artikeln 30 bis 32. Sie treten spätestens am 1. Januar 2030 in Kraft.

§ 3. Abweichend von Paragraf 1 wird Artikel 49 Buchstabe a am 1. Januar 2023 wirksam.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 25. April 2024.

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

(1) Sitzungsperiode 2023-2024.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1669 (2023-2024) Nrn. 1 bis 4.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 24. April 2024

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/204573]

25 APRIL 2024. — Decreet tot wijziging van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse overheidsbestuurseenheden (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen in het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse overheidsbestuurseenheden*

Artikel 1. In de Franse versie van de artikelen 2, 14, 36, 39, 44, 50, 51, 52, 68, 72, 73, 102 en 103 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse overheidsbestuurseenheden, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022, worden de woorden "Cour des Comptes" telkens vervangen door de woorden "Cour des comptes".

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht: a) punt 12° wordt vervangen door wat volgt:

"12° juridische verbintenis: de handeling waarbij de ordonnateur een verbintenis jegens een derde in het leven roept of vastlegt;

b) er wordt een punt 13°/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"13°/1 recurrente verbintenissen: uitgaven die nodig zijn voor de werking van de diensten en die betaalbaar zijn in de loop van het begrotingsjaarorden maar die voortvloeien uit verbintenissen waarvan de gevolgen over verschillende jaren verspreid worden en waarvan de toerekening op het jaar van ontstaan een last zou betekenen zonder economisch verband hiermee, ofwel uit verbintenissen waarvan het ontstaan moeilijk te bepalen is en waarvan het bedrag ongekend is op het ogenblik van hun ontstaan.

a) in punt 19° worden de woorden "Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest" vervangen door de woorden "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, sociale en milieuraad van Wallonië)

b) de punten 21° en 22° worden opgeheven;

c) het artikel wordt aangevuld met punt 34°, luidend als volgt:

"34° "Commission wallonne pour l'Energie" (Waalse Energiecommissie): de Commissie ingesteld bij het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt. ";

d) het artikel wordt aangevuld met een punt 35°, luidend als volgt:

"35° Dotatie: een krediet dat voorkomt in de algemene uitgavenbegroting, maar waarvan de toewijzing wordt bepaald door de instelling waaraan het wordt toegewezen. De begunstigde hoeft niet te rechtvaardigen dat het gebruik dat hij ervan maakt, overeenkomt met een specifiek doel. "

Art. 3. § 1. In artikel 3, § 1, van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022, wordt punt 1° vervangen door wat volgt: "1° de diensten van algemeen bestuur, die de Waalse overheidsdiensten, de ministeriële kabinetten en de daarmee voor hun werking gelijkgestelde diensten omvatten";

§ 2. Artikel 3 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt:

" § 3. De diensten van algemeen bestuur, het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waal agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen), de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen en de instellingen die onder de consolidatieperimeter vallen zoals bepaald in artikel 2, 25°, vormen samen de gewestelijke Entiteit. "

Art. 4. In de artikelen 4, 5, 42, 43, 44, 46, 50 en 51 van hetzelfde decreet worden de woorden "van de eenheid" vervangen door de woorden "van de diensten van algemeen bestuur"; in de artikelen 30, 41 en 64 van hetzelfde decreet worden de woorden "van de entiteit" vervangen door de woorden "van de diensten van algemeen bestuur"; in artikel 64 van hetzelfde decreet worden de woorden "op de entiteiten" vervangen door de woorden "op de diensten van algemeen bestuur". In de artikelen 19, 30, 39, 57, 63 en 94 van hetzelfde decreet worden de woorden "de entiteit" telkens vervangen door de woorden "de diensten van algemeen bestuur".

In artikel 34 van hetzelfde decreet worden de woorden "De entiteit" vervangen door de woorden "De diensten van algemeen bestuur".

In de artikelen 66 en 112 van hetzelfde decreet worden de woorden "de entiteit" vervangen door de woorden "de diensten van algemeen bestuur".

Art. 5. In de artikelen 6, 8, 13, 17 en 29 van hetzelfde decreet worden de woorden "(elke/de) basisallocatie" telkens vervangen door de woorden "(elk/het) begrotingsadres". In de artikelen 8, 9, 13, 21, 26, 28 en 68 van hetzelfde besluit worden de woorden "basisallocaties" telkens vervangen door de woorden "begrotingsadressen".

Art. 6. In artikel 6 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht: *a)* in 4^o wordt *b)* vervangen als volgt:

" b) de ramingen van ontvangsten van de onderafdelingen worden per begrotingsadres verdeeld. ";

b) het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Met betrekking tot lid 1, 4^o, *b)*, bestaat elk begrotingsadres uit een financieel centrum dat overeenstemt met de organische afdeling, een begrotingsrekening en een vakdomein. De posities 2 tot en met 5 van de begrotingsrekening worden gecodeerd volgens de economische classificatie. Elk begrotingsadres identificeert de aard of het doel van de ontvangsten door middel van een formulering. Als het gaat om een terugbetaling van uitgaven moet de code van de basisallocatie dezelfde zijn als die van de vorige uitgavenverrichting. ".

Art. 7. In artikel 7, 1^o, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1^o *a)* wordt als volgt vervangen:

"*a)* de vastleggingskredieten tot het bedrag waarvan verbintenissen kunnen worden aangegaan tijdens het begrotingsjaar en, in het geval van recurrente verbintenissen, de bedragen die tijdens het begrotingsjaar verschuldigd zijn;"

2^o in *b)* worden de woorden ", namelijk de kredieten" opgeheven.

Art. 8. In artikel 8, § 1, 2^o, van hetzelfde decreet, wordt het tweede lid vervangen als volgt: "De kredieten van de programma's en de geraamde uitgaven ten laste van de begrotingsfondsen worden in begrotingsadressen verdeeld. Elk begrotingsadres bestaat uit een financieel centrum dat overeenstemt met de organische afdeling, een begrotingsrekening en een vakdomein. De posities 2 tot en met 5 van de begrotingsrekening worden gecodeerd volgens de economische classificatie. Het vakdomein bestaat uit het programmanummer dat bestaat uit de eerste drie posities van het vakdomein, gevolgd door een identificatienummer binnen het programma. Elk begrotingsadres identificeert de aard, het doel of de wijze van uitvoering van de ontvangst door middel van een formulering. ".

Art. 9. In artikel 9, § 1, 1^o, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt een littera *c/1)* ingevoegd, als volgt: "*c/1)* een verslag over de in het lopende jaar verrichte uitgaventoetsingen, de daarmee samenhangende acties en een tijdschema voor de uit te voeren uitgaventoetsingen. Onder uitgaventoetsingen verstaat men een heroverweging van de uitgaven vanuit het oogpunt van doeltreffendheid, doelmatigheid en consistentie met het overheidsbeleid, om mogelijkheden voor een doeltreffender beleid en manoeuvreerruimte vast te stellen die kunnen worden gebruikt voor nieuwe beleids- interventie-uitgaven of voor de algehele beheersing van de uitgaven;"

Art. 10. In artikel 16 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 december 2015, worden de punten 2^o en 3^o vervangen als volgt "2^o als uitgaven,

"a) ten laste van de vastleggingskredieten, de bedragen die kunnen worden vastgelegd uit hoofde van verbintenissen die in de loop van het begrotingsjaar ontstaan of worden aangegaan en, in het geval van recurrente verbintenissen, de bedragen die in de loop van het begrotingsjaar moeten worden betaald;"

b) ten laste van de vereffeningskredieten, de bedragen die tijdens het begrotingsjaar uit hoofde van vastgestelde rechten voortvloeiend uit de voorafgaandelijk vastgelegde verbintenissen vereffend worden;

Art. 11. In Boek II, Titel II, Hoofdstuk 1 van hetzelfde decreet wordt een artikel 18/1 ingevoegd, luidend als volgt: "Art. 18/1. Toewijzingsfondsen worden geopend op de rekeningen van de diensten van algemeen bestuur voor de aandelen van de inkomsten uit belastingen, heffingen en betalingen die aan andere overheidsinstanties worden toegewezen. Ze geven de geraamde ontvangsten aan die niet in de ontvangstenbegroting zijn opgenomen en die de Regering rechtstreeks ter beschikking kan stellen van de betrokken overheden, in overeenstemming met de wetten, decreten en besluiten die de toewijzing ervan regelen.

De verrichtingen die tijdens het begrotingsjaar met de toewijzingsfondsen worden uitgevoerd, worden gewaardeerd volgens de desbetreffende tabel in de bijlage bij het jaarlijkse begrotingsdecreet. ".

Art. 12. In artikel 21, § 3, van hetzelfde decreet, worden de woorden "der thesaurie" ingevoegd tussen de woorden "de geschilbeheerder" en de woorden ", aangewezen bij besluit".

Art. 13. In artikel 22 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1^o in paragraaf 1 wordt lid 1 vervangen door hetgeen volgt: "De contracten en de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten zoals omschreven in de geldende wetgeving, alsook de besluiten voor de toekenning van subsidies en, in voorkomend geval, van prijzen mogen niet aan derden worden ter kennis worden gebracht voordat deze contracten, overheidsopdrachten en besluiten het voorwerp hebben uitgemaakt van een begrotingsvastlegging. ";

2^o in paragraaf 3 worden de woorden "ten laste van de vastleggingskredieten worden aangerekend" vervangen door de woorden "het voorwerp uitmaken van een begrotingsvastlegging".

Art. 14. In artikel 23, § 1, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1^o de woorden "tweede lid" worden opgeheven;

2^o de woorden "regulerende vastlegging" worden vervangen door de woorden "afwijkende vastlegging".

Art. 15. In artikel 24 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1^o in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht: *a)* in het eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1) het woord "rechtsverbintenissen" wordt vervangen door de woorden "begrotingsvastleggingen";

2) het lid wordt aangevuld met de woorden "door de bevoegde ordonnateur";

b) in het tweede lid worden de woorden "De verbintenissen worden geannuleerd" vervangen door de woorden "De begrotingsvastleggingen worden geannuleerd";

2^o in paragraaf 2 wordt het woord "regelmatig" vervangen door de woorden "minstens eenmaal per jaar".

Art. 16. In artikel 25 van hetzelfde decreet wordt het eerste lid vervangen door hetgeen volgt: "De verbintenissen die nodig zijn om de ononderbroken werking van de diensten te garanderen, kunnen vanaf 1 november worden aangegaan ten laste van de kredieten van het volgende begrotingsjaar, tot maximaal een derde van de vastleggingskredieten die voor de overeenkomstige uitgaven van het lopende begrotingsjaar zijn goedgekeurd. De vastleggingsdocumenten bepalen dat goederen en diensten niet mogen worden geleverd of verricht vóór de opening van het boekjaar. ".

Art. 17. In artikel 26, § 1, inleidende zin, van hetzelfde decreet, wordt het woord "primaire" ingevoegd tussen de woorden "kunnen de" en het woord "ordonnateurs".

Art. 18. In artikel 27 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° lid 1 wordt vervangen door wat volgt: "De ordonnateurs kunnen verzoeken om een wijziging van de toewijzing van de geraamde uitgaven van een begrotingsfonds, uitsluitend tussen de begrotingsrubrieken van het operationele programma dat aan het fonds is toegewezen en volgens de door de Regering vastgestelde procedure en modaliteiten. ";

2° er wordt een lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid, luidend als volgt:

"Zowel voor de vastleggingskredieten als voor de vereffeningskredieten moeten de kredietverhogingen worden gecompenseerd door overeenkomstige kredietverminderingen wanneer een nieuwe verdeling in het betrokken fonds plaatsvindt. "

Art. 19. In artikel 28, § 2, van hetzelfde decreet, worden de punten 2° en 3° opgeheven.

Art. 20. Artikel 29 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een paragraaf 6, luidend als volgt: " § 6. De taken die de Regering delegeert aan overheidsbestuurseenheden worden geregistreerd in de rekening voor begrotingsuitvoering van de diensten van algemeen bestuur, onder begrotingsonderdelen die verschillen van die van de diensten van algemeen bestuur. "

Art. 21. In artikel 30 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° in lid 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht: a) het woord "voert" wordt vervangen door het woord "voeren";

b) het woord "gebruikelijke" wordt opgeheven;

2° het artikel wordt aangevuld met volgend lid:

"De taken die de Regering delegeert aan overheidsbestuurseenheden worden geregistreerd in de algemene rekeningen van de diensten van algemeen bestuur in overeenstemming met lid 1. "

Art. 22. In artikel 32, § 2, van hetzelfde decreet worden de woorden "te zijnen gunste of laste" opgeheven.

Art. 23. In artikel 34, lid 1, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° het woord "voert" wordt vervangen door het woord "voeren".

2° de woorden "van haar vermogen, haar rechten, haar schulden, haar verplichtingen en haar verbintenissen, met inbegrip van haar rechten en verbintenissen" worden vervangen door de woorden "hun vermogen, hun rechten, hun schulden, hun verbintenissen en hun vastleggingen, met inbegrip van hun rechten".

Art. 24. In hetzelfde decreet wordt artikel 36 opgeheven.

Art. 25. In artikel 38 van hetzelfde decreet wordt paragraaf 2 opgeheven.

Art. 26. In artikel 39 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° in lid 1 worden de woorden "aangewezen binnen de diensten van algemeen bestuur en de administratieve diensten met een autonome boekhouding" ingevoegd tussen de woorden "en rekenplichtigen" en de woorden "in hun hoedanigheid van"; 2° in lid 3 worden de woorden "of, in de andere gevallen, binnen de termijn vastgesteld door de entiteit waarvan hij afhangt," opgeheven;

3° in lid 3 worden de woorden "stelt de entiteit ze van rechtswege vast" vervangen door de woorden "stellen de diensten van algemeen bestuur ze van rechtswege vast".

Art. 27. In Boek II van hetzelfde decreet wordt het opschrift van Titel IV, gewijzigd bij het decreet van 17 december 2015, vervangen als volgt: "Bepalingen betreffende de algemene rekening en de verplichte verslaggevingen door de diensten van algemeen bestuur en de gewestelijke entiteit".

Art. 28. In artikel 41, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "31 maart" vervangen door de woorden "15 juni".

Art. 29. In artikel 44 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht: a) de leden 1 tot en met 2 van paragraaf 1 worden vervangen door hetgeen volgt:

"De Regering bezorgt het Rekenhof uiterlijk op 30 juni de overeenkomstig de artikelen 41 tot en met 43 opgestelde algemene rekeningen van de diensten van algemeen bestuur en uiterlijk op 15 april de overeenkomstig artikel 97 opgestelde jaarlijkse algemene rekeningen van de instellingen van type 1 en van de gewestelijke ondernemingen.

Het Rekenhof zendt deze algemene rekeningen, vergezeld van zijn opmerkingen en de verklaringen die het aflegt overeenkomstig de artikelen 52 en 102, § 1, uiterlijk tegen het einde van de daaropvolgende maand juni voor de algemene jaarrekeningen van de organen van type 1 en van de gewestelijke ondernemingen, en uiterlijk tegen 31 oktober voor de algemene rekeningen van de diensten van algemeen bestuur, toe aan het Parlement. ";

b) in paragraaf 2, worden de woorden "31 augustus" vervangen door de woorden "30 november";

c) in paragraaf 2 worden de woorden "31 oktober" vervangen door de woorden "31 december".

Art. 30. Er wordt een artikel 44/1 in hetzelfde decreet ingevoegd, luidend als volgt: "Art. 44/1. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 9 van de Wet algemene bepalingen omvat de algemene rekening van de gewestelijke entiteit :

1° de jaarrekening bestaande uit:

a) de balans;

b) de resultatenrekening, opgemaakt op basis van de lasten en opbrengsten;

c) de samenvattende rekening van de begrotingsverrichtingen van het begrotingsjaar, ingedeeld naar bestemming volgens de economische classificatie en in overeenstemming met de nationale en Europese nationale boekhoudnormen;

d) haar bijlage;

2° de rekening betreffende de uitvoering van de begroting, in dezelfde vorm als de begroting.

De Regering bepaalt de consolidatiemodaliteiten. "

Art. 31. Er wordt een artikel 44/2 in hetzelfde decreet ingevoegd, luidend als volgt: "Art. 44/2. De algemene rekening van de gewestelijke entiteit wordt opgesteld door de Regering en voor 30 september van het jaar dat volgt op het jaar waarop ze betrekking heeft, ter certificering naar het Rekenhof gestuurd. Het Rekenhof stuurt deze certificering samen met zijn opmerkingen uiterlijk 30 november naar het Parlement als bijlage bij de algemene rekeningen van de gewestelijke entiteit. "

Art. 32. Er wordt een artikel 44/3 in hetzelfde decreet ingevoegd, luidend als volgt: "Art. 44/3. De bijlage bij de jaarrekening bevat een toelichting op de toegepaste consolidatie- en waarderingsregels en een verslag over eventuele verkopen of andere vervreemdingen van roerende en onroerende goederen gedurende het jaar.

De Regering bepaalt de vorm en stelt de inhoud vast van deze bijlage. "

Art. 33. In artikel 46 van hetzelfde decreet wordt het eerste lid vervangen door hetgeen volgt: "De diensten van algemeen bestuur zetten een intern controlesysteem op voor hun processen en activiteiten, overeenkomstig de door de Regering vast te stellen modaliteiten. "

Art. 34. In artikel 47 van hetzelfde decreet worden de woorden "in begrotings- en boekhoudaangelegenheden" ingevoegd tussen de woorden "intern controlesysteem" en de woorden "te beoordelen".

Art. 35. In Boek II, Titel V, van hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk II vervangen als volgt: "Administratieve, budgettaire en beheerscontrole".

Art. 36. Artikel 52/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 december 2015 en gewijzigd bij de decreten van 17 december 2020 en van 22 december 2021, wordt opgeheven.

Art. 37. In Boek II, Titel V, Hoofdstuk IV, van hetzelfde decreet wordt een artikel 52/3 ingevoegd, luidend als volgt: "Art. 52/3. § 1. Er wordt een comité belast met de budgettaire en financiële opvolging opgericht binnen bepaalde instellingen bedoeld in artikel 3, § 1, 4^o, a) tot c), en 5^o, waarvan de lijst door de Regering wordt vastgesteld en jaarlijks wordt ingevoegd in het decreet houdende de algemene begroting van het Waalse Gewest.

§ 2. Het in paragraaf 1 bedoelde comité bestaat minstens uit:

- 1^o twee leden van het beheersorgaan van de instelling;
- 2^o drie leden erkend voor hun budgettaire bevoegdheden en aangewezen door de Regering;
- 3^o een Inspecteur van Financiën, aangewezen door de Regering;
- 4^o een afgevaardigde van de Administratie van de begroting van het Gewest, aangewezen door de Regering.
- 5^o een lid aangewezen door de Minister van Begroting;
- 6^o een vertegenwoordiger van het "Strategisch centrum voor fiscale, financiële en budgettaire expertise";

Voor elk gewone lid bedoeld in het eerste lid wordt een plaatsvervangend lid aangewezen. Het heeft slechts zitting als het gewone lid dat het vervangt afwezig is.

De hoedanigheid van lid van het comité is ook onverenigbaar met het mandaat of de functies van:

- lid van het beheerscomité, behalve wat betreft de leden bedoeld in het eerste lid, 1^o
- lid van de Regering van de Federale Staat, van een Gewest of een Gemeenschap of de Brusselse Staatssecretaris;
- lid van het Europees Parlement, van de Federale wetgevende kamers of van een Gewest- of Gemeenschapsparlement;
- provinciegouverneur;
- een personeelslid van de instelling of een van haar dochterondernemingen;
- externe adviseur of regelmatige consultant van de instelling;

In afwijking van lid 3 kunnen leden van het algemeen bestuur van de instelling de vergaderingen van het comité met raadgevende stem bijwonen. Daarnaast worden de vergaderingen ook bijgewoond met een adviserende rol door het hoofd van de financiële afdeling en het dagelijks bestuur van de instelling of hun afgevaardigde en de door de Regering aangewezen commissarissen

De voorzitter wordt door de Regering aangewezen onder de gewone leden bedoeld in het eerste lid, 2^o tot 6^o

De mandaten van de leden bedoeld in lid 1 beginnen te lopen binnen zes maanden na de datum van de eedaflegging van de leden van de Regering als gevolg van de hernieuwing van het Waalse parlement. Ze kunnen worden hernieuwd. Ze eindigen in geval van overlijden, ontslag, burgerlijke onbekwaamheid of wanneer het lid de hoedanigheid verliest waarin het is aangewezen.

Als het mandaat van één van de gewone leden bedoeld in lid 1, 1^o tot 6^o, of van één van hun plaatsvervaardigers eindigt om één van de redenen bedoeld in het vorige lid, voleindigt het nieuwe lid het mandaat van zijn voorganger.

§ 3. Het Begeleidingscomité is ermee belast:

1^o adviezen uit te brengen aan de Regering en het beheersorgaan van de instelling in het kader van de procedure voor het opstellen van de begroting van de instelling;

2^o gemotiveerde adviezen uit te brengen aan de Regering en het bestuursorgaan van de instelling met het oog op het opstellen van het jaarverslag over de uitvoering van het beheerscontract, binnen een termijn van ten hoogste één maand te rekenen vanaf de datum van het verzoek;

3^o driemaandelijks verslag uit te brengen aan de Regering en aan het bestuursorgaan van de instelling over de ontvangsten, de uitgaven, met inbegrip van de investeringsprogramma's, en de thesaurie van de instelling, in het bijzonder over de vooruitzichten ter zake en over de verschillende aspecten van hun ontwikkeling;

4^o advies uit te brengen over elke begrotingsvraag die hem wordt voorgelegd door de Regering en het bestuursorgaan van de instelling.

Het comité beschikt over de ruimste onderzoeksbevoegdheden in het kader van zijn opdracht maar heeft geen toegang tot individuele gegevens. Het onderzoekt de verrichtingen met een financiële of budgettaire weerslag, kan alle dossiers en archieven inkijken en krijgt van het Agentschap alle gegevens waarom het verzoekt.

De in het eerste lid bedoelde adviezen en verslagen worden door de voorzitter van het comité ter behandeling en archivering toegezonden aan de door de Regering aangewezen dienst. "

Art. 38. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 52/4 ingevoegd, luidend als volgt: "Art. 52/4. § 1. Het Comité maakt zijn huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring aan de Waalse Regering voor.

§ 2. De gewone en plaatsvervangende leden worden niet betaald. Ze hebben recht op de terugbetaling van reiskosten voor de behoeften die inherent zijn aan de uitoefening van hun mandaat in de vormen en onder de voorwaarden die zijn vastgelegd in het besluit van de Waalse regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.

De vergoedingen waarop ze hiervoor aanspraak kunnen maken, vallen ten laste van het Agentschap. ”.

Art. 39. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 52/5 ingevoegd, luidend als volgt: ”Art. 52/5. § 1. Indien een in artikel 52/3, § 1, bedoelde instelling een auditcomité of een comité belast met de budgettaire en financiële opvolging heeft, worden de taken van dit comité uitgebreid tot de in artikel 52/3, § 3, bedoelde taken en wordt de samenstelling van het bestaande comité in voorkomend geval uitgebreid met de in artikel 52/3, § 2, bedoelde leden.

§ 2. De in artikel 52/3, § 1, bedoelde instelling beschikt over een termijn van twaalf maanden, te rekenen vanaf de datum waarop het in de lijst is opgenomen, om te voldoen aan de artikelen 52/3 en 52/4. ”.

Art. 40. In artikel 56, § 2 van hetzelfde decreet, worden de woorden ”de algemene boekhouding” vervangen door de woorden ”de algemene en budgettaire boekhouding”.

Art. 41. In artikel 57, lid 1, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° in de Franse versie wordt het woord ”dénommée” wordt vervangen door het woord ”dénommes”;

2° het lid wordt aangevuld met de woorden ”, die niet-toegewezen financiële overdrachten vormen waarvoor geen verplichting bestaat om de gebruikte middelen te rechtvaardigen”.

Art. 42. In de Franse versie van artikel 63 van hetzelfde decreet, worden de woorden ”la première” vervangen door de woorden ”les premiers”.

Art. 43. In artikel 66, § 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022, wordt het eerste lid aangevuld met de woorden ”of worden geruild tegen een evenredige vergoeding”.

Art. 44. Artikel 73 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 december 2015, wordt aangevuld met volgend lid: ”De jaarrekeningen van de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie worden geconsolideerd met de jaarrekeningen van de diensten van algemeen bestuur. ”.

Art. 45. In artikel 78 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 23 december 2023 en vervangen bij het decreet van 17 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht: a) in paragraaf 2 wordt een lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid, luidend als volgt:

De omvang van een afwijking van tegenover de begrotingsdoelstelling op middellange termijn of tegenover het gepaste aanpassingstraject voor de verwezenlijking van die doelstelling wordt gemeten volgens nationale criteria of overeenkomstig artikel 6, punt 3, van Verordening (EG) nr. 1466/97 van de Raad van 7 juli 1997 over versterking van het toezicht op begrotingssituaties en het toezicht op en de coördinatie van het economisch beleid, gewijzigd bij Verordening (EU) nr. 1175/2011 van het Europees Parlement en de Raad van 16 november 2011 ”;

b) paragraaf 3 wordt aangevuld met volgend lid:

”Het GINI-coëfficiënt meet de graad van ongelijkheid in de inkomensverdeling van een bepaalde maatschappij, gebaseerd op de curve van Lorenz.”.

Art. 46. In hetzelfde decreet wordt het opschrift van Boek III, ingevoegd bij het decreet van 17 december 2015, vervangen door hetgeen volgt: ”Bepalingen toepasselijk op de organen, het ”Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles” (Waals Agentschap Voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezinnen), de gewestelijke ondernemingen, het Parlement, de Ombudsdienst en de Commission wallonne pour l’Energie” (Waalse Energiecommissie)”.

Art. 47. In artikel 84, § 2, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° het woord ”nee” wordt ingevoegd tussen het woord ”zijn” en het woord ”limitatief”;

2° de woorden met uitzondering van de in hetzelfde Wetboek bedoelde afwijkingen en voorwaarden” worden geschrapt.

Art. 48. In artikel 93, § 3, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 december 2015, worden de woorden ”wat betreft de beheersbegroting en de begroting van de paritaire opdrachten” vervangen door de woorden ”wat betreft de beheersbegroting, mits instemming van het(de) bevoegde Branchecomité(s) en van de Voogdijminister wat betreft de begroting van de paritaire opdrachten”.

Art. 49. In artikel 97 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht: a) in paragraaf 1, lid 1, 2°, worden de woorden ”tegen 30 juni, wat betreft” ingevoegd tussen de woorden ”de instellingen van type 2 en” en de woorden ”het ”Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles””;

b) in paragraaf 1, lid 2, wordt een 4°/1 ingevoegd, luidend als volgt:

”4°/1 de samenvattende rekening van de begrotingstransacties volgens de economische classificatie”;

c) het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt:

” § 4. De jaarrekeningen van de instellingen, de gewestelijke ondernemingen en het ”Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles” worden geconsolideerd met de jaarrekeningen van de diensten van algemeen bestuur overeenkomstig artikel 44/1. ”.

Art. 50. In Boek III, Titel V, Hoofdstuk I, van hetzelfde decreet wordt een artikel 97/1 ingevoegd, luidend als volgt: ”Art. 97/1. Elk jaar stellen de instellingen van type 3 tegen 30 juni hun algemene rekeningen op, die het volgende bevatten:

1° de balans;

2° de resultatenrekening, opgemaakt op basis van de lasten en opbrengsten;

3° de samenvattende rekening van de begrotingsverrichtingen overeenkomstig de economische classificatie;

4° de bijlage. ”.

Art. 51. Artikel 98 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 52. In artikel 102 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht: a) in § 1 worden de woorden ”en 2” vervangen door de woorden ”,2 en 3”;

b) paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

” § 2. Overeenkomstig het beginsel van ”single audit” is de controle van het Rekenhof hoofdzakelijk gebaseerd op bestaande interne en externe controles. ”;

c) het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt:

" § 3. Het Rekenhof en de interne en externe controleurs sluiten samenwerkingsovereenkomsten met elkaar om ervoor te zorgen dat hun controleschema's en -processen en de uitwisseling van hun bevindingen doeltreffend worden gedefinieerd, waarbij ervoor wordt gezorgd dat hun respectieve controles elkaar zo min mogelijk overlappen. "

Art. 53. Er wordt een artikel 102/1 in hetzelfde decreet ingevoegd, luidend als volgt: "Art. 102/1. § 1. Indien de rekeningen van de in artikel 102, § 1, bedoelde eenheid overeenkomstig de toepasselijke wetgeving worden gecontroleerd en gecertificeerd door een commissaris die een bedrijfsrevisor is, wordt de controle door het Rekenhof uitgevoerd op basis van het door de bedrijfsrevisor verrichte werk.

§ 2. Onverminderd de toepassing van de uitzonderingen op de geheimhoudingsplicht bedoeld in artikel 86 van de wet van 7 december 2016 tot organisatie van het beroep van en het publiek toezicht op de bedrijfsrevisoren, zijn niet onderworpen aan de geheimhoudingsplicht:

1° de uitwisseling van informatie tussen de bedrijfsrevisor, het Rekenhof en, in voorkomend geval, de Gemeenschappelijke Auditdienst en de Inspectie van Financiën, over de auditstrategie en -tijdschema, het toezicht en de risicoanalyse, de controle en de verslaggeving, en de controlemethodes betreffende de eenheden van het Waalse Gewest die binnen hun gezamenlijk controlegebied vallen;

2° de mededeling aan het Rekenhof en, in voorkomend geval, aan de Gemeenschappelijke Auditdienst en de Inspectie van Financiën, van de informatie uit de werkdocumenten van de bedrijfsrevisor over de eenheden van het Waalse Gewest die binnen hun gezamenlijk controlegebied vallen.

§ 3. De interne en externe controleurs bedoeld in paragraaf 2 sluiten een protocolakkoord met het Instituut der Bedrijfsrevisoren waarin de procedures voor de uitwisseling van informatie bedoeld in paragraaf 2, 1° en 2° worden vastgelegd."

Art. 54. Artikel 103 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 december 2015, wordt vervangen als volgt: "Art. 103. § 1. De bepalingen van artikel 52, § 1, betreffende de certificering uitgeoefend door het Rekenhof zijn van toepassing op de algemene rekeningen van de instellingen van type 1 en de gewestelijke ondernemingen.

§ 2. De algemene rekeningen van de instellingen van type 2 en van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" worden gecertificeerd door minstens één accountant ingeschreven bij het openbaar register van het Instituut der bedrijfsrevisoren.

De instellingen van type 2 dienen hun algemene rekeningen, samen met het certificeringsverslag, in bij de Regering en het Rekenhof tegen 30 april volgend op het boekjaar waarop ze betrekking hebben.

Het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" stuurt zijn algemene rekening, samen met het certificeringsverslag, naar de Regering en het Rekenhof tegen 30 juni volgend op het boekjaar waarop ze betrekking heeft.

De instellingen van type 3 dienen hun algemene rekeningen, samen met het certificeringsverslag, in bij de Regering en het Rekenhof tegen 30 april volgend op het boekjaar waarop ze betrekking hebben.

§ 3. De rekeningen van de instellingen van type 1, 2 en 3, de administratieve diensten met autonome boekhouding, de gewestelijke ondernemingen en het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" worden jaarlijks geconsolideerd met de algemene rekening van de diensten van algemeen bestuur overeenkomstig artikel 44/1 tot 44.

§ 4. Het Rekenhof controleert de regelmatigheid, getrouwheid en nauwkeurigheid van de rekeningen van de instellingen van type 2 en type 3 indien zij van oordeel is dat deze rekeningen van belang zijn voor de certificering van de algemene rekening van de gewestelijke entiteit als bedoeld in de artikelen 44/1 tot en met 44/3. In januari van elk jaar stuurt het Rekenhof het Parlement en de Regering een lijst met de instellingen waarvan ze de rekeningen als belangrijk beschouwt.

§ 5. Het Rekenhof kan de rekeningen en bijbehorende verslagen in zijn Opmerkingenboek bekendmaken. "

Art. 55. Artikel 107 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 2. — Wijzigingen in het decreet van 6 mei 1999 Decreet betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling) dat de omzetting verzekert van de minimale transversale maatregelen bedoeld in artikel 52/3 bedoeld in artikel 52/3 van hoofdstuk 1

Art. 56. Artikel 24bis van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling) wordt als volgt gewijzigd:

2° in paragraaf 1, lid 1, 2°, wordt het woord "drie" vervangen door het woord "twee";

2° in paragraaf 1, eerste lid, 6°, worden de woorden "de Cel Financiële Informatie" vervangen door de woorden "Strategisch centrum voor fiscale, financiële en budgettaire expertise";

3° in paragraaf 1, lid 1, wordt er een punt 7° toegevoegd, luidend als volgt:

7° een lid aangewezen door de Minister van Begroting; "

4° in paragraaf 1, lid 3, worden de woorden "of van een gemeenschap" vervangen door de woorden ", van een gemeenschap of de Brusselse staatssecretaris;";

5° in paragraaf 1, vierde lid, worden de woorden "adjunct directeurs-generaal" vervangen door de woorden "directeurs-generaal".

6° in paragraaf 1, lid 5, wordt het woord "tot 6°" vervangen door de woorden "tot 7°";

7° in paragraaf 2 worden de woorden "2° tot en met 5°" vervangen door de woorden "1° tot en met 7°".

Art. 57. In artikel 1 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° in lid 1, 1°, worden de woorden ", aan de Regering en aan het beheerscomité" toegevoegd na de woorden "bedoeld in artikel 12, § 1, 7°";

2° in lid 1, 2°, worden de woorden "aan de Regering en aan het beheerscomité" ingevoegd tussen de woorden "begrotingsadviezen of -voorstellen" en het woord "formuleren";

3° in lid 1, 2°, worden de woorden "binnen een maximumtermijn van één maand te rekenen van het formuleren van de aanvraag." toegevoegd na de woorden "van het beheerscontract";

4° in lid 1, 3°, worden de woorden "met inbegrip van investeringsprogramma's en wijzigingen in de thesaurie van de Dienst," ingevoegd tussen de woorden "de Dienst," en het woord "inzonderheid";

5° er wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt:

"De in het eerste lid bedoelde adviezen en verslagen worden door de voorzitter van het comité ter behandeling en archivering toegezonden aan de door de Regering aangewezen dienst. "

HOOFDSTUK 3. — *Slotbepaling*

Art. 58. § 1. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2025.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 wordt de datum van inwerkingtreding van de artikelen 30 tot en met 32 door de Regering bepaald. Ze treden uiterlijk op 1 januari 2030 in werking.

§ 3. In afwijking van het eerste lid heeft artikel 49, *a*), uitwerking met ingang van 1 januari 2023.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 25 april 2024.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waalse Parlement 1669 (2023-2024) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 24 april 2024.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/204576]

29 AVRIL 2024. — Décret relatif à l'accélération du déploiement des énergies renouvelables (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions introductives*

Article 1^{er}. Le présent décret transpose partiellement la directive (UE) 2023/2413 du

Parlement européen et du Conseil du 18 octobre 2023 modifiant la directive (UE) 2018/2001, le Règlement (UE) 2018/1999 et la directive 98/70/CE en ce qui concerne la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, et abrogeant la directive (UE) 2015/652 du Conseil.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° " énergie produite à partir de sources renouvelables " ou " énergie renouvelable " : une énergie produite à partir de sources non fossiles renouvelables, à savoir l'énergie éolienne, l'énergie solaire (solaire thermique et solaire photovoltaïque) et géothermique, l'énergie osmotique, l'énergie ambiante, l'énergie marémotrice, houlomotrice et d'autres énergies marines, l'énergie hydroélectrique, la biomasse, les gaz de décharge, les gaz des stations d'épuration d'eaux usées et le biogaz;

2° " zone d'accélération des énergies renouvelables " : un lieu ou une zone spécifique, terrestre ou d'eaux intérieures, que le Gouvernement a désigné comme étant particulièrement adapté pour accueillir des installations d'énergie renouvelable à partir de sources renouvelables, autres que des installations de biomasse;

3° " équipement d'énergie solaire " : un équipement qui convertit l'énergie du soleil en énergie thermique ou électrique, en particulier les équipements solaires thermiques et photovoltaïques;

4° " technologie innovante en matière d'énergie renouvelable " : une technologie de production d'énergie renouvelable qui améliore au moins un aspect d'une technologie de pointe comparable en matière d'énergie renouvelable, ou qui rend exploitable une technologie en matière d'énergie renouvelable qui n'est pas entièrement commercialisée ou qui comporte un degré de risque clair;

5° " stockage colocalisé de l'énergie " : une installation de stockage d'énergie combinée à une installation de production d'énergie renouvelable et raccordée à un même point d'accès au réseau.